

54816

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT/
COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

PROGRAMME GLOBAL PNUD/CNUCED POUR LE DEVELOPPEMENT
DU COMMERCE ENTRE LES PAYS SOCIALISTES DE L'EUROPE
DE L'EST ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

PROJET CNUCED/CEA RAF/79/015

COOPERATION COMMERCIALE ET ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS
AFRICAINS ET LES PAYS SOCIALISTES DE L'EUROPE DE L'EST :
CARACTERISTIQUES PRINCIPALES ET PERSPECTIVES

ETUDE REALISEE PAR LE DR. O. FAJANA ⁺/

⁺/ Le Dr. O. Fajana est le Directeur du projet RAF/79/015. Les opinions exprimées dans cette étude ne reflètent pas forcément celles du secrétariat de la CNUCED ni celles du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de la commission économique des Nations Unies **pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.**

P R E F A C E

Cette étude a été réalisée en application de plusieurs résolutions de la CNUCED et de l'OUA sur la promotion de la coopération commerciale et économique entre les pays (africains) en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est 1/.

Cette étude vise à servir de document d'information pour le Séminaire régional africain organisé conjointement par la CNUCED et la CEA dans le cadre du programme global financé par le PNUD pour le "développement du commerce entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est et les pays en développement" (Projet RAF/79/015).

1/ Voir en particulier la résolution 95 (IV) de la CNUCED et le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, ECM/ECO/9(XIV) Rev. , Par. 251.

Introduction

De toutes les grandes régions du monde, l'Afrique est l'une de celles qui sont le plus tributaires du commerce international. Le rapport entre ses exportations/importations et son PIB est plus élevé que celui de la plupart des autres continents. Au fil des années, la dépendance de l'Afrique vis-à-vis du commerce international a eu tendance à s'accroître. Ainsi de 1960 à 1975, la proportion des exportations par rapport au PIB est passée de 23,8 à 29,7 p. 100, tandis que celle des importations passait de 19,5 à 24,6 p. 100.

Traditionnellement, dans les manuels d'économie on considère que le commerce international enrichit et contribue beaucoup à stimuler la croissance économique des pays qui s'y livrent. L'expérience africaine ne semble pas confirmer cette thèse empirique. Pour beaucoup de pays de la région, le rôle du commerce international comme moteur de la croissance a été très limité. Bien qu'elle occupe depuis longtemps une place relativement importante et de plus en plus grande dans l'économie internationale, et qu'elle soit la principale source de beaucoup de matières premières stratégiques et minérales, l'Afrique demeure caractérisée par un fort sous-développement. Elle est la moins développée de toutes les régions en développement, comptant 20 des 31 pays les moins avancés 1/.

Plusieurs facteurs - économiques, historiques, politiques et sociaux - peuvent être jugés responsables des résultats relativement piètres qu'a enregistrés le continent. Parmi ces facteurs, un des plus déterminants est la nature de sa participation à la division internationale du travail. Presque, tous les pays africains en développement ont été des colonies de puissances industrielles occidentales. Pendant la période coloniale, ces pays jouaient le double rôle de fournisseurs de matières premières pour les industries des pays métropolitains et de marchés pour les produits de ces industries. Malgré leur accession à l'indépendance politique, le legs colonial a continué à influencer fortement sur les structures du commerce et de l'activité économique des pays africains, comme en témoignent par exemple la prédominance des matières premières et des produits de base dans leur production totale et dans leurs exportations; la place prépondérante qu'occupent les pays développés à économie de marché, surtout les anciennes puissances coloniales, leur commerce et leur dépendance à l'égard des capitaux et des techniques occidentales pour leur développement.

La prédominance des produits primaires dans leur production et dans leurs exportations, s'accompagnant de l'orientation verticale des économies africaines vers le Nord a eu de graves incidences sur leur développement. Les conditions médiocres de la demande dans les pays développés à économie de marché pour la plupart des produits de base africains ont entraîné une croissance relativement lente des recettes d'exportation et une diminution graduelle de la part de la région dans le commerce mondial. Entre 1950 et 1979 par exemple, la contribution de l'Afrique aux exportations mondiale totales est tombée de 5,1 à 4 p. 100, tandis que sa contribution aux importations totales tombait de 5,3 à 3,4 p. 100.

Les pays africains en développement, dans leurs relations commerciales avec les pays développés à économie de marché ont eu à faire face, à une grande instabilité des prix et des recettes d'exportation. Etant donné cette instabilité, il a été

difficile de planifier un développement économique et social rapide. Pour beaucoup de produits de base africains, la tendance à long terme des termes de l'échange a été la détérioration prononcée. Les efforts accomplis par les pays africains pour ne plus être aussi dangereusement spécialisés dans des exportations peu rentables de produits primaires n'ont abouti à rien, et cela en partie à cause des politiques des pays développés. C'est ainsi que les exportations de nombreux produits agricoles transformés et de produits manufacturés grâce à des industries à forte intensité de main-d'oeuvre, pour lesquels les pays africains en développement ont souvent un net avantage par rapport aux pays développés à économie de marché, font l'objet de diverses restrictions imposées par ces derniers, afin de protéger leurs industries nationales relativement peu compétitives.

Le résultat de la situation décrite plus haut est que la plupart des pays africains en développement n'obtiennent pas assez de recettes de leurs exportations pour financer l'importation de biens qui sont d'une importance capitale pour réaliser un développement économique rapide. Le déficit des balances de paiements des pays africains en développement s'est accentué nettement au cours des années. Pour faire face à ce problème, beaucoup de ces pays ont eu recours à l'aide provenant des pays développés à économie de marché et ce faisant ils ont accumulé une dette extérieure considérable. D'après les renseignements disponibles pour 39 pays africains en développement, la dette globale de ces pays y compris les montants non décaissés, est passée de 13 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 97 milliards en 1979 ^{1/}. Le fardeau croissant que constitue la dette extérieure est un obstacle majeur au développement des économies africaines.

Au cours des dernières années, la persistance de la stagnation économique dans de nombreux pays développés à économie de marché a provoqué un fort chômage, une instabilité monétaire, des taux d'inflation élevés et de graves problèmes de balances de paiements. L'orientation vers le Nord des économies africaines a conduit ces dernières à supporter une part disproportionnée du fardeau que constituent ces problèmes.

Certains des problèmes mentionnés plus haut ne sont pas propre à l'Afrique; d'autres régions du monde en développement en sont touchées, à des degrés divers. Ces problèmes sont au centre des efforts qui sont déployés en ce moment pour mettre en place un nouvel ordre économique international qui soit plus juste. Les progrès vers l'instauration de ce nouvel ordre économique ont cependant été plutôt lents, du fait que les pays développés se montrent peu disposés à faire les concessions nécessaires. Et comme les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique l'ont souligné à leur deuxième conférence extraordinaire tenue à Lagos en avril 1980 :

"Les effets des promesses non réalisées de stratégies globales de développement ont été plus profondément ressentis en Afrique que dans les autres continents du monde. En effet, au lieu d'apporter une amélioration dans la situation économique du continent, les stratégies successives ont mis le continent dans

1/ CEA, Etude et évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne les questions commerciales et financières internationales depuis la 6ème session de la Conférence des ministres africains du commerce, E/CN.14/MP.1/139 p. 19.

un état de la stagnation et l'ont rendu plus vulnérable que les autres régions aux crises sociales et économiques dont souffrent les pays industrialisés" 1/.

Les médiocres résultats économiques obtenus en Afrique au cours des dernières années et les perspectives d'un avenir sombre si les politiques et les tendances passées persistaient ont beaucoup préoccupé les dirigeants africains, car ils se sont rendu compte progressivement que pour que leur région obtienne une part équitable des avantages de la division internationale du travail, il faudrait plus que le lien Nord-sud actuel entre les pays africains et leurs anciennes métropoles : le développement africain devra reposer sur de nouvelles voies commerciales et de nouvelles relations économiques, c'est pour cela que ces dernières années, l'accent a été mis sur la mise au point d'une nouvelle stratégie africaine pour le commerce et le développement. L'objectif visé par la stratégie est l'auto-suffisance et l'expansion du commerce et de la coopération économique intra-africains 2/.

La coopération commerciale et économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est représente un élément important de la nouvelle stratégie commerciale que l'Afrique met au point pour réaliser un développement rapide et changer le rôle marginal de la région dans la structure de l'économie internationale. Si les pays africains sont attirés par des relations commerciales et économiques avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est c'est en partie parce que ces relations sont exemptes de l'élément de domination qui pour des raisons historiques vicie les relations entre pays africains et pays développés à économie de marché. Par ailleurs à plusieurs reprises les pays socialistes de l'Europe de l'Est se sont associés, étroitement aux aspirations des peuples africains à propos de problèmes tels que la libération de l'Afrique australe. Beaucoup espèrent que le commerce et la coopération économique avec ces pays pourront contribuer à libérer les économies africaines des liens et des modes de production coloniaux et néo-coloniaux et servir de contre-poids à l'influence des pays développés à économie de marché. On espère également que la coopération économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est peut s'établir sur une nouvelle base dont les caractéristiques fondamentales seront l'égalité, le respect mutuel et une adhésion rigoureuse au principe du partage équitable des avantages de la division internationale du travail.

Au cours des dernières années, les pays africains ont indiqué à plusieurs reprises et dans diverses enceintes qu'ils souhaitaient très vivement intensifier leur coopération commerciale et économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Ainsi, en mai 1973, les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains réunis à Addis-Abéba à l'occasion du dixième anniversaire de l'OUA ont recommandé que soient prises toutes les mesures nécessaires pour intensifier le commerce et faciliter les paiements entre pays africains et pays socialistes de l'Europe de l'Est. La quatrième Conférence des Ministres du commerce de l'OUA, tenue juste avant la CNUCED en novembre 1975 a recommandé plus précisément de diffuser des renseignements sur les politiques et les pratiques commerciales des pays socialistes de l'Europe de l'Est et d'établir des relations d'affaires avec la région. Les pays africains ont également joué un rôle actif dans l'adoption de diverses résolutions de la CNUCED visant à promouvoir des relations commerciales et économiques entre les pays en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est. La dernière fois que les pays africains ont réaffirmé leur désir de renforcer leurs relations

1/ OUA, plan d'Action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique ECM/ECO/9(KIV)Rev.2/Par. 1.

2/ Ibid. par. 2 et 3.

commerciales et économiques avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, ce fut en 1980 à la deuxième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. Dans le plan d'Action de Lagos, ces derniers ont recommandé la promotion et le renforcement de la coopération commerciale et économique avec les pays développés à économies planifiées. "Comme étant une des mesures à prendre pour diversifier géographiquement et structurellement les modes actuels de commerce qui prévalent en Afrique" 1/.

Le but du présent document est d'analyser les tendances et les perspectives du commerce et de la coopération économique entre pays africains et pays socialistes de l'Europe de l'Est. Le document est divisé en cinq chapitres. Les deux premiers portent sur une analyse des traits principaux et des tendances générales en matière de commerce et de coopération économique entre les deux groupes de pays. Le chapitre 3 examine le cadre juridique et institutionnel de la coopération, tandis que le chapitre 4 traite des obstacles au développement du commerce et des relations économiques. Le chapitre 5 porte sur les perspectives pour le renforcement des relations commerciales, économiques, techniques et scientifiques entre les deux groupes de pays.

1/ Ibid. par. 251.

CHAPITRE I

RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS AFRICAINS ET LES PAYS SOCIALISTES

DE L'EUROPE DE L'EST

Volume et tendances des échanges commerciaux entre ces pays

Quoique l'Afrique participe depuis des siècles et même des millénaires à l'économie internationale, les relations commerciales entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont relativement récentes, ne remontant dans la plupart des cas qu'à deux ou trois décennies. L'absence quasi totale des relations économiques entre les deux régions jusqu'à une date récente est imputable à des facteurs tels que la grande distance géographique qui les sépare, ainsi que la mainmise des puissances impérialistes sur les économies africaines pendant l'ère coloniale. C'est seulement depuis la fin des années 50 et le début des années 60, époque à laquelle la plupart des pays africains ont obtenu leur indépendance politique et adopté une politique de non alignement économique et les économies des pays socialistes de l'Europe de l'Est se sont intégrées davantage à l'économie mondiale, que des efforts soutenus ont été faits pour instaurer et renforcer les relations commerciales entre les deux régions.

Etant donné qu'il est récent, le commerce entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est encore modeste en volume. Le rôle insignifiant que jouent les pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce extérieur de l'Afrique ressort clairement du tableau 1.1 qui indique la direction du commerce en 1979. Sur une somme de 63,178 milliards de dollars des Etats-Unis qui représentait cette année là le total des exportations (fob) des pays africains en développement seulement 1,494 milliard, soit 2.4 p. 100 était destiné aux marchés des pays socialistes de l'Europe de l'Est. Alors que les pays socialistes de l'Europe de l'Est ne recevaient donc qu'une faible part des exportations des pays africains en développement, celle des pays développés à économie de marché s'élevait à 53 415 milliards de dollars, soit 85 p. 100, dont 45 p. 100 pour les pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) à eux seuls.

En outre, les pays développés à économie de marché constituent la source principale des importations de l'Afrique, 49,988 milliards de dollars, soit 79,6 p. 100 des importations totales, venant de ces pays en 1979.

La proportion des importations de l'Afrique provenant des pays socialistes de l'Europe de l'Est était insignifiante (4,7 p. 100) quoique ce pourcentage soit supérieur à celui des exportations de l'Afrique à destination de cette région au cours de cette même année (2,4 p. 100). Tout comme les pays socialistes de l'Europe de l'Est, les autres pays en développement du monde ne sont pas encore d'importants partenaires commerciaux des pays africains. Au cours de l'année considérée, ce groupe de pays a participé pour 12,5 et 13,8 p. 100 respectivement aux exportations et aux importations des pays africains en développement. Le commerce intra-africain était inférieur à 4 p. 100.

Tableau 1.1 : Répartition géographique du commerce extérieur des pays africains en développement en 1979

Région	Exportations (fob)		Importations (fob)	
	Millions \$ E.U	Pourcentage	Millions \$ E.U	Pourcentage
Pays développés économie de marché	53 540	84,7	49 988	79,6
Pays socialistes	1 494	2,4	2 944	4,7
Pays en développement :				
- Afrique	7 931	12,6	8 658	13,8
- Amérique latine	2 365	6,7	2 365	3,8
- Asie et le Moyen orient	4 213	6,7	1 593	2,5
- Autres pays en développement	814	1,3	4 700	7,5
Autres pays	213	0,3	1 203	1,9
Monde	63 178	100	62 793	100

Source : Organisation des Nations Unies, Bulletin mensuel de statistiques, juillet 1980

Les chiffres du Tableau 1.1 concernant la part des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce des pays africains en développement sont un peu inférieurs à la réalité. On sait qu'à cause de l'absence de contacts directs entre les deux groupes de pays, une bonne partie de leurs échanges commerciaux s'effectue par des intermédiaires. Ainsi, les pays-Bas et le Royaume uni sont d'importants fournisseurs de fèves de cacao à la Bulgarie, qui achète le caoutchouc naturel dont elle a besoin à la République fédérale d'Allemagne, à l'Italie et au Royaume-uni 1/. Il n'en demeure pas moins que même si on tient compte de ce genre de commerce indirect, la part des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce des pays africains en développement est insignifiante.

1/ CNUCED, Perspectives du commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale, BULGARIE, politiques, évolution et cadre institutionnel, 1979. TD/B/752, annexe 10.

Le commerce entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, tout en étant relativement limité, a été caractérisé par une croissance rapide au cours des dernières années. Le tableau 1.2 indique la tendance de ce commerce au cours de la période allant de 1958 à 1979. De 460 millions de dollars en 1958, le total du commerce entre les deux groupes de pays est passé à 4,438 milliards de dollars en 1979, ce qui fait près de dix fois plus. Cette croissance reflète l'accroissement sensible des exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est ainsi que celle des importations en provenance de ces pays au cours de la période considérée.

Entre 1958 et 1979, la valeur des exportations africaines à destination de la région est passée de 225 millions de dollars à 1,494 milliard, ce qui représente un taux annuel moyen de 10,49 p. 100.

Tableau 1.2 : Volume et tendances du commerce des pays africains en développement avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, 1958-1979

(fob)

Année	exportations		Importations		Balance commer-
	Millions de \$ des E.U	Pourcentage par rapport aux exportations africaines à destination du monde entier	Millions de \$ des E.U	Pourcentage par rapport aux importations africaines en provenance du monde	ciale (Millions de dollars des E.U)
1958	225	4,3	235	3,9	-10
1959	255	5,3	220	3,7	+35
1960	300	5,7	240	3,7	+60
1961	285	5,3	335	5,1	-50
1962	260	4,6	335	5,3	-75
1963	345	5,6	410	6,1	-65
1964	360	5,0	440	6,0	-80
1965	455	5,9	610	7,5	-115
1966	480	5,8	590	7,2	-110
1967	460	5,5	710	8,5	-250
1968	530	5,4	630	7,1	-100
1969	660	5,8	730	7,3	-70
1970	779	6,3	997	8,4	-218
1971	837	6,5	1011	7,4	-174
1972	968	6,8	1080	7,3	-112
1973	1184	5,5	1284	6,3	-150
1974	1620	4,2	1906	6,0	-286
1975	2034	6,0	1057	4,8	-977
1976	1669	4,0	1891	4,4	-222
1977	1594	3,3	2508	4,8	-914
1978	1416	3,3	2913	5,1	-1497
1979	1494	2,4	2944	4,8	-1450

Source : Organisation des Nations Unies, Annuaire statistique du Commerce international, divers numéros.

Au cours de cette période, les importations africaines en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est ont augmenté plus rapidement que les exportations africaines à destination de cette région. Ainsi, le taux moyen de croissance annuelle des importations africaines à partir de cette région était de 14 p. 100 tandis que la valeur totale des importations africaines passait de 235 millions de dollars à 2,944 milliards.

Le tableau 1.2 montre que l'expansion enregistrée depuis 1958 dans le commerce entre l'Afrique et les pays socialistes de l'Europe de l'Est n'a pas été régulière. En effet, un des traits importants des relations commerciales entre les deux groupes de pays est une instabilité assez marquée, les volumes des exportations et des importations africaines à destination et en provenance des pays socialistes d'Europe de l'Est étant sujets à des oscillations temporaires considérables. C'est seulement au cours de la sous-période 1968-1975 de la période 1958-1979 sur laquelle porte le tableau 1.2 que le commerce entre les deux régions a augmenté de façon assez soutenue. Au cours des dernières années de la période considérée, les valeurs absolues des exportations des pays africains à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est ont eu tendance à baisser et le taux de croissance de leurs importations à partir de ces pays a également baissé. Néanmoins, la tendance à long terme du commerce entre les deux groupes de pays est fondamentalement à la hausse.

Quoique l'expansion du commerce de l'Afrique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est ait été impressionnante au cours de la période 1958-1979, son taux de croissance est resté inférieur à celui du commerce global de l'Afrique, et à celui de son commerce avec les pays développés à économie de marché et avec les pays en développement. Ainsi par rapport au taux moyen de croissance annuelle de 10,5 p. 100 enregistré pour les exportations africaines à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est au cours de la période allant de 1958 à 1979, les exportations globales de la région ont augmenté à un taux moyen annuel de 14,7 p. 100. Cependant, les importations africaines en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est se sont accrues à un rythme légèrement plus rapide que les importations africaines globales à partir des autres sources principales. Au cours de la période 1958-1979, le taux moyen de croissance annuelle des importations africaines de toutes provenances était de 12,6 p. 100 contre un taux de croissance de 14 p. 100 pour les importations à partir des pays socialistes de l'Europe de l'Est.

La lenteur relative de l'accroissement du commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est a été particulièrement prononcée au cours de ces dernières années. Ainsi, au cours des années 1970-1979 les taux moyens de croissance annuelle des importations africaines de toutes provenances à partir des pays développés à économie de marché des pays en développement et des pays socialistes de l'Europe de l'Est se sont élevés à 21,2, 21,6, 23,3 et 13,8 p. 100 respectivement alors que les taux de croissance des exportations à destination du monde entier, des pays développés à économie de marché, des pays en développement et des pays socialistes de l'Europe de l'Est étaient de 23,2, 24,4, 22,3 et 9 p. 100 respectivement.

Un corollaire de cette lenteur relative du taux de croissance du commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est a été la diminution de la part relative de cette région dans le commerce total des pays africains en développement, surtout au cours des années 70. La proportion des exportations africaines destinées aux pays socialistes de l'Europe de l'Est qui était de 6,3 p. 100 en 1970 n'était plus que de 2,4 p. 100 en 1979, tandis que la part de cette région dans les importations tombait de 8,4 à 4,8 p. 100 au cours de la même période.

Quoique la part des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce total des pays africains en développement soit relativement petite, elle a été bien supérieure à celle de ces derniers dans le commerce total des pays socialistes de l'Europe de l'Est. En 1979 par exemple, les pays africains en développement ont assuré seulement 2,2 p. 100 des exportations totales et 1,2 p. 100 des importations totales de la région. Parmi les pays socialistes de l'Europe de l'Est c'est avec la Roumanie que les pays africains en développement semblent avoir eu le commerce le plus actif, 6,6 p. 100 des exportations de ce pays ayant été à destination des pays africains en développement et 2,5 p. 100 de ses importations en provenant en 1977. Cette même année la part des pays africains en développement dans les exportations totales de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique d'Allemagne (1974), de la Hongrie, de la Pologne et de l'URSS était de 5,1, 1,9, 1,5, 2,7, 2,6 et 1,9 p. 100 respectivement; tandis que leur part dans les importations totales de ces pays s'élevait à 1,3, 1,5, 0,9, 1,8, 0,9 et 2,3 p. 100 respectivement. Pour la plupart des pays socialistes de l'Europe de l'Est, l'Afrique est davantage un marché d'exportation que d'importation.

Le commerce extérieur des pays socialistes de l'Europe de l'Est, surtout leur commerce avec les pays en développement, a été l'un des secteurs les plus dynamiques de leurs économies au cours des dernières années. Ainsi, au cours des périodes 1970-1975 et 1975-1979, les taux moyens de croissance annuelle du commerce mondial des pays socialistes d'Europe de l'Est étaient de 19,7 et 15,3 p. 100 respectivement, tandis que les taux de croissance de leur commerce avec les pays en développement s'élevaient à 21 et 17,1 p. 100 respectivement 1/.

Le commerce de la région avec les pays africains en développement n'a cependant pas été caractérisé par le même dynamisme : le taux de croissance de ce commerce étant nettement plus bas que ceux enregistrés pour le commerce de la région avec le reste du monde ou le commerce avec l'ensemble des pays en développement. Au cours de la période 1975-1979 par exemple, le chiffre global du commerce des pays socialistes avec les pays africains en développement a augmenté de 4,6 p. 100 seulement par an. Cette lenteur relative de l'augmentation du montant du commerce est due essentiellement à la différence considérable entre le dynamisme des exportations des pays socialistes vers l'Afrique et celui de leurs importations en provenance de l'Afrique. Tandis que la part des pays africains en développement dans les importations totales de la plupart des pays socialistes de l'Europe de l'Est a diminué, leur part dans les exportations totales de ces derniers a eu tendance à augmenter.

Répartition géographique du commerce entre l'Afrique et les pays socialistes de l'Europe de l'Est

Le Commerce entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est caractérisé par une forte concentration sur un nombre relativement petit de pays dans les deux régions. Parmi les pays africains en développement, les principaux partenaires des pays socialistes de l'Europe de l'Est sont : l'Algérie, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, le Soudan et

1/ CNUCED, Etude statistique du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, TD/B/808/Add.1, juillet 1980, tableau 1.

la Tunisie dans la sous-région du Nord; le Ghana, la Guinée (Conakry), la Côte d'Ivoire et le Nigéria dans la sous-région de l'Ouest; la République-Unie du Cameroun dans la sous-région du centre et l'Ethiopie, la Somalie et la République-Unie de Tanzanie dans la sous-région de l'Est. Beaucoup de ces pays ont établi des relations commerciales régulières avec la plupart des pays socialistes de l'Europe de l'Est, sinon avec tous. Ensemble, les quatorze pays africains cités plus haut ont assuré 95,9, 98,1, 96,7 et 93,3 p. 100 des exportations des pays africains en développement à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est en 1965, 1970, 1975 et 1978 respectivement.

Tableau 1.3 : Commerce de quelques pays africains avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est (PSEE), 1965-1978

Pays	Exportations				Importations			
	En millions de \$ des Etats Unis		Pourcentage par rapport au total des exportations de l'Afrique à destination des PSEE		En millions de \$ des Etats Unis		Pourcentage par rapport au total des importations de l'Afrique PSEE en provenance	
	1965	1978	1965	1978	1965	1978	1965	1978
1 Algérie	9,0	155,2	2,0	7,7	22,0	413,2	3,8	15,1
2 Egypte	266,0	474,4	57,8	23,4	326,0	370,5	50,4	20,8
3 Libye	0	466,0	-	23,0	18,0	763,0	3,1	27,9
4 Maroc	32,0	190,4	6,9	9,4	26,0	165,7	4,5	6,1
5 Soudan	26,0	59,4	5,7	2,9	19,0	52,3	3,3	1,9
6 Tunisie	9,0	33,3	2,0	1,6	14,0	54,6	2,4	2,0
7 Ghana	53,0	173,1	11,5	8,6	83,0	23,1	14,4	0,8
8 Guinée	12,0	54,0	2,6	2,7	13,0	35,0	2,2	1,3
9 Côte d'Ivoire	2,0	126,0	0,4	6,2	7,2	17,0	0,2	0,6
10 Nigéria	22,0	96,0	4,8	4,7	14,0	270,0	8,4	9,8
11 Cameroun	-	27,0	-	1,3	0	12,1	0	0,4
12 Ethiopie	7,0	27,7	1,5	1,4	12,0	115,9	8,1	4,2
13 Somalie	-	-	-	-	7,0	0,2	1,2	-
14 Tanzanie	3,0	7,0	0,7	3,0	1,0	13,1	0,2	0,5

Source : Organisation des Nations Unies, Bulletin Mensuel de statistiques, juillet 1980, vol. xxxiv, no.7.

Leur part dans les importations de la région en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est s'élevait à 97,2, 97,1, 96,4 et 91,5 p. 100 en 1965, 1970, 1975 et 1978 respectivement. C'est la sous-région de l'Afrique du Nord qui en Afrique, a le commerce le plus actif avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, les six pays nord-africains sus-mentionnés entrant pour 68 p. 100 dans les exportations des pays africains en développement à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est en 1978 et pour 73,8 p. 100 dans leurs importations en provenance de ces mêmes pays au cours de la même année.

Pour la plupart des pays africains en développement, les relations commerciales avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont encore relativement limitées; en effet elles sont sporadiques et insignifiantes du point de vue du volume des échanges. Ces dernières années, de nouveaux pays africains importants, ont commencé à faire du commerce avec cette région, parmi lesquels des pays qui viennent d'obtenir leur indépendance politique (parfois avec l'aide des pays socialistes) comme l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et le Mozambique. La participation de ces nouveaux-venus constitue un des éléments les plus dynamiques des relations commerciales entre les deux groupes de pays.

Le Tableau 1.3 indique que les principaux exportateurs de produits africains à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est sont l'Egypte, la Libye, le Maroc, le Ghana et l'Algérie qui ont assuré 23,4, 23,0, 9,4, 8,6 et 7,7 p. 100 respectivement des exportations totales de la région à destination des pays socialistes en 1978. En ce qui concerne les importations, les principaux partenaires commerciaux des pays socialistes en Afrique sont la Libye, l'Egypte, l'Algérie, le Nigéria et le Maroc dont les importations se sont élevées à 27,9, 20,8, 15,1, 9,9 et 6,1 p. 100 respectivement en 1978. Ainsi donc, il y a eu une assez bonne corrélation entre la répartition géographique des exportations africaines à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est et les importations africaines à partir de ces pays, en ce sens que les principaux exportateurs de produits africains à destination de cette région sont ceux-là mêmes qui importent le plus des pays socialistes.

Au cours des années, il y a eu des changements marqués dans l'importance relative des pays africains, pris individuellement, dans le commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, le plus significatif étant la diminution sensible de la part de l'Egypte dans le commerce des pays africains en développement avec cette région. D'autres pays africains dont la part dans le commerce avec les pays socialistes a baissé sont le Soudan, le Ghana et la Tunisie. Au contraire, le Maroc et quelques nouveaux-venus dans le commerce africain avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est tiennent maintenant une place plus importante dans ce commerce.

Les pays africains en développement sont plus ou moins tributaires des pays socialistes de l'Europe de l'Est pour leurs exportations et pour leurs importations et les différences entre eux à ce point de vue sont considérables. Cela apparaît nettement au Tableau 1.4 qui montre la part relative des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce extérieur total de certains pays africains. Les pays africains qui importent le plus des pays socialistes de l'Europe de l'Est sont : l'Egypte, le Maroc, la Sierra Leone, la Libye et jusqu'à une date très récente le Soudan. Ceux pour lesquels les pays socialistes de l'Europe de l'Est constituent un marché relativement important pour leurs exportations sont l'Egypte, le Maroc, le Ghana, le Togo et le Cameroun.

Tableau 1.4 : Part des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce de certains pays africains, 1969, 1972, 1976 (en pourcentages)

Région/Pays	Importations			Exportations		
	1969	1972	1976	1969	1972	1976
<u>Afrique du Nord</u>						
Algérie	6,3	6,3	4,8	8,0	9,7	3,9
Egypte	28,5	28,3	11,6	50,7	57,0	42,8
Libye	5,6	6,7	6,0	0,3	2,9	2,6
Maroc	9,6	6,9	6,0	9,4	8,7	13,0
Soudan	11,2	10,1	0,6	11,5	6,8	1,3
Tunisie	6,9	3,9	3,2	11,7	7,9	3,7
<u>Afrique de l'Ouest</u>						
Ghana	6,2	5,8	2,3	3,1	11,7	15,6
Côte-d'Ivoire	0,9	1,4	2,0	1,3	2,1	2,2
Liberia	1,2	2,5	1,6	-	0,0	-
Mali	10,0	1,7	3,3	2,7	1,0	1,0
Mauritanie	-	0,2	-	-	0,4	NC
Niger	1,4	0,6	0,8	0,1	-	NC
Nigéria	3,0	2,2	1,5	3,3	1,6	0,5
Sénégal	0,6	1,1	0,7	0,2	0,5	NC
Sierra Leone	7,1	6,4	NC	NC	1,2	NC
Togo	4,6	3,1	2,6	2,2	8,1	9,1
Haute-Volta	0,6	0,7	0,6	NC	0,7	NC
<u>Afrique centrale</u>						
Burundi	NC	5,4	1,8	NC	3,5	1,3
Cameroun	1,3	1,2	1,5	5,8	2,1	7,1
Rép. centrafricaine	0,5	5,4	1,3	0,0	0,3	1,2
Congo	0,7	1,4	0,8	4,2	2,3	0,4
Gabon	0,3	0,1	0,0	0,4	1,0	0,1
Rwanda	1,2	3,1	3,6	NC	NC	0,0
Zaïre	1,0	1,3	NC	NC	0,1	NC
<u>Afrique de l'Est</u>						
Ethiopie	4,7	4,6	3,3	1,7	2,5	0,8
Kenya	1,8	2,1	0,9	NC	1,3	0,9
Madagascar	0,5	0,1	0,9	0,3	2,4	3,1
Somalie	4,0	11,1	NC	0,1	8,9	NC
Tanzanie	2,1	1,8	0,9	2,1	1,5	1,8
Ouganda	2,8	6,3	3,7	5,7	6,9	3,4
Zambie	0,7	1,5	0,1	0,8	0,5	NC

Source : Organisation des Nations Unies. Annuaire statistique du commerce international, 1978, Tableau 3.

Pour la plupart des pays africains en développement, la dépendance à l'égard des pays socialistes de l'Europe de l'Est pour les importations et les exportations est relativement limitée et a eu tendance à diminuer au cours des dernières années, les exceptions étant d'une part le Maroc, le Ghana, le Togo et Madagascar pour qui les pays socialistes sont devenus très importants en tant que marchés d'exportation et d'autre part la Côte d'Ivoire, le Rwanda et le Cameroun dont les importations en provenance des pays socialistes se sont accrues au cours de la période 1969-1976 par rapport à leurs importations totales.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, seul un nombre limité de pays africains commercent avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est. De même le commerce africain est concentré sur certains pays socialistes de l'Europe de l'Est. Dans cette région, l'URSS est de loin le partenaire commercial le plus important des pays africains en développement. Ce pays a établi des liens commerciaux avec un très grand nombre de pays africains et assure plus de la moitié du commerce total de cette région avec les pays africains en développement. Les autres partenaires commerciaux importants de l'Afrique dans la région sont : la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie dont la part dans les exportations totales des pays socialistes vers l'Afrique était de 13,1, 7,7 et 17,8 p. 100 respectivement en 1979. Leur part dans les importations totales de la région à partir des pays africains en développement au cours de la même année était de 7,6, 22,9 et 4,0 p. 100 respectivement.

Au cours des dix dernières années environ, il y a eu une diminution relative de la part de l'URSS dans le commerce pays socialistes avec les pays africains en développement ainsi que de celle de la Tchécoslovaquie a également diminué dont les exportations sont tombées de 11,6 à 3,1 p. 100 de ce commerce total et les importations de 9,2 à 2,3 p. 100 entre 1969 et 1979. Au contraire, la Roumanie et la Pologne ont vu augmenter leur part dans les exportations à destination de l'Afrique et dans les importations en provenance de ce continent. Alors que la part de la Bulgarie dans les importations a diminué légèrement au cours de la dernière décennie, sa part dans les exportations vers la région a augmenté considérablement. Il convient de noter que malgré les changements sus-mentionnés, les pays africains en développement ne tiennent qu'une place insignifiante dans le commerce extérieur de chacun des pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Il semble qu'on puisse faire diverses déductions de tout ce qui précède. Par rapport aux relations commerciales que l'Afrique entretient avec les pays développés à économie de marché, ses relations commerciales avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont relativement récentes. Etant de nouveaux-venus dans le commerce avec l'Afrique, les pays socialistes de l'Europe de l'Est ont eu tendance à concentrer leurs efforts sur un nombre relativement faible de pays africains. Les critères utilisés par ces pays dans le choix de leurs partenaires commerciaux en Afrique semblent être la proximité et partant la facilité des transports comme dans le cas des pays nord-africains; la croissance économique rapide et la richesse en ressources comme dans le cas du Maroc, du Nigéria et de l'Algérie; et une orientation vers un type de gouvernement socialiste, comme dans le cas de l'Éthiopie, de la Libye, de l'Angola et du Mozambique. La plupart des pays africains ne remplissent pas ces conditions et ne sont pas encore vraiment entrés dans le courant commercial existant entre l'Afrique et les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Le fait que le commerce entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est mette en jeu un nombre relativement petit de pays dans chaque région explique en partie la lenteur relative de la croissance et l'instabilité de ce commerce. Un exemple suffira pour illustrer ce point. Jusqu'au début des années 70, l'Egypte assurait plus de la moitié du commerce des pays africains en développement avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est. L'Egypte jouant ainsi un rôle prépondérant dans le commerce, le fait qu'elle ait quelque peu lâché ses relations avec les pays socialistes a été un facteur déterminant dans la diminution du volume global du commerce de l'Afrique avec ce groupe de pays au cours des dernières années. Pour que le volume du commerce entre les deux régions augmente, de façon constante, il faudrait intensifier la diversification géographique dans chaque région.

Un des objectifs des pays africains dans leurs relations avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est est de diversifier la répartition géographique de leur commerce et de diminuer l'orientation verticale de leurs économies vers le Nord. La concentration relativement forte des relations économiques extérieures de l'Afrique sur les pays développés à économie de marché, surtout les anciennes métropoles, est considérée comme l'une des principales raisons pour lesquelles la région ne peut obtenir une part juste et équitable des bienfaits de la division internationale du travail. Non seulement sa dépendance excessive vis-à-vis des pays développés à économie de marché ne lui a pas permis d'éviter la contagion des problèmes économiques de ces pays, mais elle a eu tendance à affaiblir son pouvoir de négociation dans les négociations internationales.

L'analyse qui précède démontre que les pays africains en développement n'ont guère réussi à diversifier géographiquement leur commerce en nouant des relations commerciales avec les pays de l'Europe de l'Est. Quoique le commerce ait augmenté en valeur absolue avec les années, la part relative des pays socialistes de l'Europe de l'Est est restée insignifiante et a même eu tendance à baisser au cours des dernières années.

Cette situation, comme cela va être expliqué par la suite, est due en partie au fait que le commerce du pétrole qui a contribué largement à l'expansion du commerce international a relativement peu d'importance dans le commerce entre les deux régions. La lenteur relative de la croissance du commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est est en partie responsable de l'accentuation de la concentration géographique déjà excessive du commerce africain vis-à-vis des pays développés à économie de marché. La part de ces derniers dans les exportations de l'Afrique est passée de 81,0 à 84,7 p. 100 tandis que leur part dans les importations de la région passait de 76,0 à 79,6 p. 100 entre 1970 et 1979.

Non seulement le commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est n'a pas donné à l'Afrique le contrepois nécessaire contre l'influence des pays développés à économie de marché, mais encore il n'a pas contribué à stabiliser le commerce extérieur de la région. Le commerce avec les pays socialistes a été plutôt sporadique et caractérisé par des fluctuations d'une année à l'autre. Dans certains cas, cette situation a compliqué le problème de la planification et accru la variabilité des recettes d'exportation des partenaires africains.

L'analyse qui précède porte sur l'Afrique en développement tout entière et ne met pas en lumière des différences existant entre les divers pays africains en ce qui concerne leur commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Ce commerce a permis à quelques pays africains, surtout à ceux qui ont développé leurs mécanismes de coopération avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, de réduire la concentration géographique de leur commerce extérieur. Parmi ces pays, l'Ethiopie a vu la part des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans son commerce total passer de 4 p. 100 en 1970-1976 à 11 p. 100 en 1977-1979. Les autres pays africains qui ont réussi à diversifier géographiquement dans une certaine mesure leur commerce en accroissant leur commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est comprennent l'Angola (dont la volume du commerce avec les pays socialistes représente environ 20 p. 100 de son volume total) et le Mozambique.

Quoique le commerce des pays africains en développement avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est ait été globalement caractérisé par une grande instabilité, cela n'a pas pas été le cas pour certains pays africains en raison d'accords commerciaux à long terme qu'ils ont conclus avec les pays socialistes. Ces pays semblent avoir au contraire été avantagés dans leur commerce avec leurs partenaires socialistes, parce qu'avec leur planification à long terme et la centralisation de leurs achats et de leurs ventes, les organes chargés du commerce extérieur dans les pays socialistes ont pu honorer leurs contrats à long terme et offrir des possibilités de commerce plus stable. Quelques pays africains se sont appuyés sur leur commerce avec les pays socialistes pour surmonter ou réduire l'impact des difficultés du marché mondial sur leurs principaux produits d'exportation. Ces pays sont le Ghana (cacao) et la Tanzanie (café).

Comme cela a été indiqué plus haut, les relations commerciales de l'Afrique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont récentes. Leurs modalités et leurs caractéristiques fondamentales sont encore en pleine évolution. Aussi toute évaluation de ces relations ne peut-elle être que provisoire. Il ressort néanmoins de l'analyse qui précède qu'il est nécessaire que les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est s'attachent davantage fermement à développer leurs échanges commerciaux les uns avec les autres s'il on veut que ces échanges aident à réduire la dépendance excessive de l'Afrique vis-à-vis des pays développés à économie de marché, et surtout des anciennes métropoles. Les mesures indiquées au chapitre 4 de la présente étude et visant à éliminer les goulots d'étranglement du commerce pourraient s'avérer utiles de ce point de vue.

La structure du commerce entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est

La structure du commerce entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est a été influencée dans une grande mesure par l'assez forte complémentarité qui existe entre leurs économies. L'Afrique a besoin d'importer en priorité des produits manufacturés, surtout des biens d'équipement et des machines.

Les possibilités industrielles croissantes des pays socialistes de l'Europe de l'Est leur ont permis de devenir d'importants fournisseurs de ces biens sur le marché mondial. D'autre part, la demande de ces pays en ce qui concerne les produits de base principaux produits d'exportation des pays africains - va croissant. Ainsi, le commerce entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est fondé principalement sur les exportations de produits de base par les premiers en échange des produits industriels des seconds.

Les tableaux 1.5 et 1.6 montrent la composition des échanges des pays africains en développement avec le monde entier et avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est en 1960, 1965, 1970, 1975 et 1978. On y constate la prédominance des produits de base dans les exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est : en effet il y a une forte concentration de ces exportations dans les groupes 0 - 4 de la CTCI c'est à dire les produits alimentaires, les boissons et le tabac, les matières brutes, les combustibles minéraux, les huiles et les graisses d'origine animale et végétale. La proportion de ces groupes de produits dans les exportations de l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est était d'environ 80 p. 100 pour chacune des années indiquées au Tableau 1.5. Au contraire les produits transformés et les articles manufacturés ont été relativement peu importants dans les exportations africaines à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est. Ainsi, en 1978, les produits chimiques, les articles manufacturés, les machines et le matériel de transport ne représentaient que 3,5, 18,5 et 0 p. 100 respectivement des exportations africaines vers la région.

Les principaux produits de base que l'Afrique exporte vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont des produits agricoles comme le cacao, le café, le coton fibre, les bois tropicaux, les fruits frais, les épices, les graines oléagineuses et les produits minéraux comme le pétrole, les phosphates, le cuivre et la bauxite. Les produits manufacturés exportés sont surtout des textiles, des chaussures et des articles en cuir.

Au cours des années, il y a eu d'importants changements dans la structure des exportations africaines vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Parmi ces changements il y a d'abord le fait que la proportion des produits alimentaires des boissons et du tabac a augmenté rapidement tandis que celle des matières brutes diminuait fortement. Entre 1960 et 1978, la proportion des produits alimentaires des boissons et du tabac dans les exportations vers la région de l'Europe de l'Est est passée de 16,5 à 44,3 p. 100 tandis que celle des matières brutes tombait de 72,6 à 22,8 p. 100. D'autres changements sensibles concernent l'augmentation relative de la proportion des combustibles minéraux, passée de 0,7 p. 100 en 1965 à 10,9 p. 100 en 1978, des produits chimiques, passer de 0,3 p. 100 en 1960 à 3,5 p. 100 en 1978 et des articles manufacturés, passée de 10,6 p. 100 en 1960 à 18,5 p. 100 en 1978. Grâce à ces changements, les exportations africaines vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est se sont diversifiées davantage avec les années.

Il convient de comparer la structure des exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est avec celle de ses exportations à destination du monde entier. Le tableau 1.5 révèle la similitude fondamentale des structures des deux catégories d'exportations; en effet elles sont toutes deux caractérisées par une forte concentration sur les produits de base et par le peu d'importance des exportations d'articles manufacturés. Il y a cependant, d'importantes différences structurelles dans les exportations des pays africains en développement vers le monde entier d'une part et vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est d'autre part. Les produits alimentaires, les boissons et le tabac, les matières brutes, les produits chimiques et les articles manufacturés sont beaucoup plus importants dans les exportations de l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est que dans les exportations de la région vers le monde entier. D'autre part, les combustibles minéraux qui entrent pour une bonne part dans les exportations de l'Afrique vers le monde entier sont relativement peu importants dans les exportations de la région vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Ainsi, en 1978, les combustibles minéraux représentaient 61,9 p. 100 des exportations de l'Afrique vers le monde entier, alors que ces mêmes produits

ne représentaient que 10,9 p. 100 des exportations à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est. Le déséquilibre est principalement dû à l'auto-suffisance relative des pays socialistes de l'Europe de l'Est en ce qui concerne cette importante catégorie d'exportations africaines.

Il y a également quelques différences significatives dans les changements qui se sont produits dans la composition des exportations africaines vers le monde entier et vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Alors qu'il y a eu une diminution relative de la proportion des produits alimentaires, des boissons et du tabac, des produits chimiques et des articles manufacturés dans les exportations des pays africains en développement vers le monde entier, l'importance relative de ces groupes de produits dans les exportations africaines vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est a eu tendance à augmenter.

La composition des importations africaines à partir des pays socialistes de l'Europe de l'Est est le contraire de ce qui se passe pour les exportations. Le Tableau 1.6 montre que les importations des pays africains en développement à partir des pays socialistes concernent surtout des biens des groupe 7 (machines et matériel de transport) et 6 et 8 (articles manufacturés) de la CTOI. En 1978, ces deux groupes de produits représentaient plus de 60 p. 100 des importations totales de la région en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est : 43,1 p. 100 pour les machines et le matériel de transport et 20,3 p. 100 pour les articles manufacturés. En 1978, la proportion des denrées alimentaires, des boissons et du tabac dans les importations était aussi assez élevée (16,4 p. 100). La composition des importations africaines en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est a en général été plus diversifiée que celle de ses exportations vers cette région. La liste des produits importés par les pays africains en développement à partir des pays socialistes est plutôt longue, quoique certains de ces produits soient encore représentés en quantités infimes et ne se retrouvent que de façon sporadique.

Au cours des deux dernières décennies, il s'est produit des changements importants dans la structure des importations africaines en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est. Parmi ces changements, notons l'augmentation constante de la part des denrées alimentaires, des boissons et du tabac ainsi que la diminution de la part des combustibles minéraux et des produits manufacturés. Entre 1960 et 1978, la part des denrées alimentaires, des boissons et du tabac a augmenté de 5,5 à 16,4 p. 100, tandis que la part des combustibles minéraux et des produits manufacturés diminuait de 12,6 à 5,5 p. 100 et de 32,0 à 20,3 p. 100 respectivement. Après avoir augmenté considérablement jusqu'à la moitié des années 60 la part des machines et de l'équipement de transport a depuis lors été caractérisée par la diminution ou la stagnation.

Source : Organisation des Nations-Unies, Bulletin mensuel de statistiques, juillet 1972, juillet 1975 et juillet 1980.

	Total
7 machines et matériel	43,1
de transport	30,2
	30,4
	38,3
	41,7
	43,7
	29,5
	51,8
	44,5
	36,2
	43,1

Tableau 1.5 Composition des exportations africaines à destination du monde entier et des pays socialistes de l'Europe de l'Est, 1960-1978 (en pourcentages)

Groupe de produit (CTCI)	Monde entier					Pays socialistes de l'Europe de l'Est				
	1960	1965	1970	1975	1978	1960	1965	1970	1975	1978
0-1 Denrées alimentaires, Animaux vivants, Boissons, Tabac	32,7	29,5	24,7	15,5	17,7	16,5	25,3	34,9	30,6	44,3
2 Matières brutes non comestibles, carburants non compris	42,0	36,6	20,5	14,0	10,9	72,6	57,3	40,8	37,4	22,8
3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	4,1	20,8	32,5	59,9	61,9	-	0,7	4,0	11,3	10,9
4 Huiles et graisses d'origine animale et végétale	0,6	0,3	1,7	1,2	0,9	-	-	0,3	0,4	0,4
5 Produits chimiques	1,4	1,3	1,1	1,0	1,2	0,3	0,7	3,1	3,2	3,5
6,8 Articles manufacturés	18,2	16,9	19,0	7,8	7,1	10,6	16,0	16,8	16,7	18,5
7 Machines et matériel de transport	1,0	0,7	0,5	0,6	0,3	-	-	0,1	0,4	0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Organisation des Nations-Unies, Bulletin mensuel de statistiques, juillet 1972, juillet 1975 et juillet 1980.

Tableau 1.6 Composition des importations africaines en provenance du monde entier et des pays socialistes de l'Europe de l'Est. 1960-1978 (en pourcentages)

Groupe de produits (CTCI)	Monde entier					Pays socialistes de l'Europe de l'Est				
	1960	1965	1970	1975	1978	1960	1965	1970	1975	1978
0-1 Denrées alimentaires, Animaux vivants, Boissons et Tabac	14,7	16,2	13,6	13,4	13,0	6,5	7,2	12,6	15,2	16,4
2 Matières brutes non comestibles, carburants non compris	4,7	4,4	4,4	3,7	3,7	10,1	6,2	6,4	7,7	7,3
3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	7,9	5,7	5,6	8,2	6,7	12,6	6,2	7,5	9,7	5,5
4 Huiles et graisses d'origine animale et végétale	1,8	1,7	1,3	1,3	1,4	-	-	-	0,8	-
5 Produits chimiques	6,9	7,6	8,2	6,9	6,8	9,3	4,4	4,5	5,9	7,4

La composition des importations africaines à partir des pays socialistes de l'Europe de l'Est est identique à celle des importations africaines du reste du monde. Néanmoins, les denrées alimentaires, les boissons et le tabac, ainsi que les produits bruts ont une part relativement plus élevée dans les importations africaines en provenance des pays socialistes que dans les importations globales de la région. Tandis que la part des denrées alimentaires, des boissons et du tabac dans les importations de la région en provenance du monde va diminuant depuis la moitié des années 60, la part de ce groupe de produits dans les importations à partir des pays socialistes est allée croissant systématiquement. D'autre part, la proportion des machines et des équipements de transport dans les importations africaines en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est diminue ou stagne depuis la moitié des années 60, alors que la part de ce groupe de produits dans les importations globales de la région a augmenté régulièrement. Dans une certaine mesure, tout ceci reflète la faiblesse relative de la position concurrentielle des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans les marchés africains en ce qui concerne les machines et les équipements de transport.

Un avantage important que les pays africains en développement cherchent à tirer de leur commerce et de leurs relations avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est est une division internationale plus rationnelle du travail et une meilleure structure de leur commerce international. La participation africaine à l'économie internationale qui a été essentiellement modelée par l'héritage colonial est, comme cela a été indiqué plus haut, basée surtout sur l'exportation de produits de base et l'importation de produits manufacturés ou semi-manufacturés. Cette structure de la production et du commerce ainsi que la dépendance excessive des pays africains à l'égard des produits de base pour leurs exportations s'expliquent par l'histoire et ont contribué à la détérioration de leurs termes de l'échange, à l'instabilité de leurs recettes d'exportation, aux problèmes chroniques de leurs balances de paiements, à l'alourdissement du poids de leurs dettes extérieures et au ralentissement de leur taux de croissance économique. Un objectif important de la nouvelle stratégie commerciale de la région consiste à diversifier la composition des exportations pour y inclure plus de produits manufacturés.

- Les données présentées dans ce chapitre montrent que les pays africains en développement ont pu dans une certaine mesure diversifier leurs exportations vers les pays socialistes de l'Europe de l'Est. La part des produits traités ou manufacturés (groupes CTIC 5-8) dans les exportations totales de l'Afrique en développement vers les pays socialistes a augmenté avec le temps, alors que la part de ces mêmes produits dans les exportations totales de l'Afrique à destination du monde a diminué. Cependant, l'essentiel des exportations de l'Afrique en matière de produits manufacturés à destination des pays socialistes de l'Europe de l'Est est assuré par un nombre relativement petit de pays, surtout l'Egypte. Pour la plupart des pays africains, les relations commerciales avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est ont eu tendance à renforcer les structures de production et d'exportation héritées de l'histoire, avec une proportion élevée de produits de base dans les exportations vers cette région.

Les pays socialistes de l'Europe de l'Est constituent pour les exportations manufacturées des pays africains, le grand marché potentiel dont elles ont besoin. Les pays socialistes de l'Europe de l'Est ont établi un système de tarifs préférentiels pour les produits manufacturés provenant des pays en développement, y compris l'Afrique. Dans ces pays, à cause du système de planification centralisée, les possibilités de restructurer la production et la consommation pour permettre une division internationale plus rationnelle du travail avec les pays africains sont plus grandes que dans

les pays à économie de marché. L'incapacité des pays africains en développement à utiliser comme il faut le marché potentiel que constituent les pays socialistes de l'Europe de l'Est pour les produits manufacturés est due en partie aux difficultés que rencontrent la production et la fourniture de ces biens par les pays africains. L'assistance économique fournie par les pays socialistes aux pays africains s'ajoutant à une coopération industrielle accrue entre les deux groupes de pays peut aider à lever certains des obstacles à la fourniture et aider les pays africains à mettre au point une structure plus équilibrée d'exportations.

Les importations africaines en provenance des pays socialistes de l'Europe de l'Est comprennent principalement des biens prioritaires comme les machines et les équipements de transport, ainsi que des biens intermédiaires comme les métaux communs, les produits chimiques, les engrais et les produits pétroliers. Malgré l'augmentation de la part des denrées alimentaires, (une situation qui s'explique par les maigres rendements de l'agriculture dans beaucoup de pays africains) la composition des importations à partir des pays socialistes de l'Europe de l'Est est généralement conforme à l'aspiration de l'Afrique à une industrialisation et à un développement économique rapides.

La balance commerciale et les termes de l'échange

Le commerce africain avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est est caractérisé par un déficit permanent du côté africain. Le tableau 1.2 montre qu'au cours de la période de vingt deux ans de 1958 à 1979, c'est pour trois années seulement 1959, 1969 et 1975 que les pays africains en développement ont réalisé des excédents. Le déficit commercial cumulé par la région au cours de la période sous examen était de 5 816 dollars des Etats-Unis; avec le rapport moyen entre les importations et les exportations africaines vers les pays socialistes s'élevant à 83,6 p. 100. Au cours des dernières années, le niveau du déficit a eu tendance à augmenter. Quoique la part des pays socialistes de l'Europe de l'Est dans le commerce des pays africains en développement soit relativement petite, le déficit de ce commerce entre pour une part démesurée dans le déficit commercial global de la région. En 1978 par exemple, le déficit dans le commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est (1497 millions de dollars des Etats-Unis) représentait 13,7 p. 100 du déficit total de 10 963 millions de dollars enregistré par les pays africains en développement.

Les chiffres donnés au tableau 1.2 concernent les deux groupes de pays pris ensemble, ce qui cache le fait que certains pays au sein de chaque groupe puissent avoir vécu une situation différente du reste du groupe en ce qui concerne leur balance commerciale. Parmi les pays socialistes de l'Europe de l'Est, la Bulgarie, la RDA et la Pologne ont enregistré systématiquement des excédents dans leur commerce avec l'Afrique. D'autre part, les exportations de l'URSS ont parfois été moindres (comme en 1975 et 1978) que ses importations à partir des pays africains en développement. Du côté africain quelques pays ont eu au cours des dernières années, des balances commerciales positives dans leur commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Ces pays sont : la Tanzanie, le Cameroun, l'Egypte, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone et le Togo. Pour la plupart des pays africains en développement cependant, l'expérience a été un déficit constant de leur balance commerciale globale avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Le déséquilibre fondamental dans le commerce africain avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est est l'effet des différences dans la dynamique des exportations africaines par rapport aux importations africaines à partir de cette région. Non seulement les importations venant des pays socialistes de l'Europe de l'Est sont plus diversifiées que les exportations vers cette région, mais encore elles ont eu tendance à augmenter plus rapidement. On pourrait être tenté de dire que le taux plus élevé de l'expansion des importations et le déséquilibre de la balance commerciale qui en résulte reflètent simplement l'importance des exportations à crédit à destination de l'Afrique, à partir des pays socialistes de l'Europe de l'Est. Il est vrai que la fourniture d'exportations par les pays socialistes de l'Europe de l'Est à crédit est un trait important des relations commerciales des pays africains en développement avec cette région, mais on ne peut pas attribuer le déséquilibre constant du commerce à ce facteur. Par exemple, la fourniture à crédit des biens d'équipement constitue un trait important des relations économiques qui lient les pays socialistes de l'Europe de l'Est à l'Amérique Latine. Pourtant cette dernière a eu tendance à avoir des excédents dans son commerce avec les premiers ¹/₁. Le déficit qui frappe le commerce africain avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est n'est pas tellement dû aux fournitures à crédit par les pays socialistes mais au faible niveau des exportations africaines à destination de la région.

Quelles que soient les causes du déséquilibre constant dans le commerce entre l'Afrique en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, ce qui est sûr et certain c'est qu'il ne favorise pas l'expansion des échanges entre les deux régions. L'aptitude des pays africains à maintenir leurs importations venant des pays socialistes dépend à terme de leur aptitude à accroître leurs exportations à destination de cette région, étant donné les difficultés qu'ils rencontrent sur les marchés des pays développés à économie de marché. L'augmentation de l'aide de la part des pays socialistes peut être une solution de rechange à l'expansion des exportations. Le désir des pays africains de baser leurs relations économiques avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est sur l'égalité et le respect mutuel est la preuve qu'ils préfèrent le commerce à l'aide. Il est urgent donc que les partenaires des deux régions recherchent activement de nouvelles voies et moyens commerciaux pour éliminer le déséquilibre persistant dans leurs échanges. Des mesures pouvant contribuer à atteindre cet objectif sont proposées plus loin dans la présente étude.

En Afrique, on souhaite vivement que la coopération commerciale et économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est soit basée sur une répartition équitable des bienfaits de la division du travail entre les deux groupes de pays. Cela implique que les termes de l'échange doivent être justes et équitables pour les deux parties.

Il est difficile de déterminer si les termes de l'échange entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont justes ou injustes et cette difficulté est due partiellement à l'absence des données nécessaires pour ce genre d'analyse ainsi qu'au problème conceptuel que pose la définition d'un prix juste et équitable pour beaucoup de produits de base, surtout pour ceux qui ne sont pas homogènes en qualité ou qui ne sont pas commercialisés en grandes quantités sur le marché international.

¹/₁ CNUCED, Relations commerciales et économiques entre les pays de l'Amérique Latine et les pays-membres du Conseil pour l'Assistance économique actuelle, CNUCED, point 17 - document de référence TD/243/Supp.2 Manile 1979. par. 38.

Les informations fragmentaires fournies par les pays africains au cours de l'élaboration de cette étude révèlent que les pays socialistes de l'Europe de l'Est ont tendance à faire à leurs partenaires africains, des conditions commerciales qui sont parfois meilleures à celles faites par le reste du monde. Le principe stipulé dans la plupart des accords commerciaux entre les pays partenaires des deux régions est que les prix des biens échangés doivent s'aligner sur les prix du marché mondial. Mais dans leurs efforts pour pénétrer dans les marchés africains sur lesquels les pays développés à économie de marché sont les fournisseurs traditionnels, les pays socialistes exportateurs de l'Europe de l'Est ont eu tendance à offrir de petites primes à leurs partenaires africains.

Dans leur commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, les pays africains pris individuellement n'ont généralement pas voulu vendre leurs produits à des prix plus bas que ceux qui se pratiquent sur les marchés mondiaux. Il y a eu quelques exceptions à cette règle, mais ce sont des cas où à cause de sérieuses difficultés telles que les restrictions de quotas sur les marchés traditionnels, les pays africains ont été contraints de se débarrasser de leurs excédents de produits d'exportation sur les marchés des pays socialistes à des prix relativement bas.

En plus des conditions relativement acceptables que les pays africains peuvent obtenir dans leur commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est, il y a cet avantage que les prix des biens vendus, dans les pays socialistes ont tendance à être plus uniformes que les prix pratiqués sur les marchés des pays développés à économie de marché. Par ailleurs, avec le taux d'inflation relativement bas dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est, le problème de l'inflation importée est limité pour les pays africains qui font du commerce avec des partenaires socialistes.

CHAPITRE 2

LA COOPERATION ECONOMIQUE, TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE ENTRE LES PAYS AFRICAINS ET LES PAYS SOCIALISTES DE L'EUROPE DE L'EST

Le commerce constitue le principal élément des relations économiques entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Au cours des dernières années cependant, on a dû reconnaître que l'expansion des échanges entre les deux groupes de pays ne peut pas être réalisée grâce aux accords commerciaux seuls. C'est pour cela que pour renforcer leurs relations commerciales et les établir sur une base plus forte et plus stable, les pays partenaires dans les deux régions essaient d'adopter une approche plus globale à leurs relations. Cette approche requiert que le commerce se fasse dans un cadre élargi d'accords de coopération dans le domaine économique, technique et scientifique. Diverses innovations sont intervenues dans la coopération entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Les domaines de coopération entre les deux groupes de pays se sont accrus et les modalités d'accords sont devenues plus sophistiquées au cours des dernières années.

Formes et domaines de coopération

Tous les pays socialistes de l'Europe de l'Est ont instauré une coopération économique, technique et scientifique avec un nombre variable de pays africains. Cette coopération a pris diverses formes dont certaines sont toujours en train de prendre corps.

La forme la plus courante de coopération économique est celle par laquelle les pays socialistes livrent directement des équipements aux pays partenaires africains pour qu'ils créent de nouvelles installations pour leur production ou pour qu'ils modernisent celles qui existaient déjà. Bien souvent, les premiers fournissent dans des conditions de crédits très généreuses : faible taux d'intérêt, remboursement étalé sur une longue période. Le remboursement des intérêts dépend généralement de l'efficacité de l'utilisation du crédit.

La mise en oeuvre de projets dans les pays africains "clé en main" par les pays socialistes de l'Europe de l'Est est une autre forme de coopération entre les deux groupes de pays. Avec cette forme de coopération non seulement le pays socialiste partenaire fournit l'équipement, mais encore il participe à la mise en oeuvre du projet de développement et aide en fournissant les services techniques relatifs à la bonne marche du projet.

Une forme de coopération relativement nouvelle, mais qui fait rapidement ses preuves entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est et les pays africains en développement consiste en la co-entreprise. Avec cette forme, les partenaires montent un projet qu'ils co-gèrent. Grâce à de tels projets (généralement mis en oeuvre par des compagnies des deux parties) les pays socialistes participant acquièrent des participations dans les projets et partagent ainsi les profits et les risques.

La coopération de production entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est principalement du type inter-firmes. La coopération intra-firmes, basée sur la co-production, la spécialisation et l'échange de pièces entre les partenaires et qui constitue la forme dominante de coopération de production entre les pays développés à économies de marché et les pays socialistes est encore à l'état embryonnaire dans les relations économiques entre ces derniers et les pays africains en développement. Ce genre de coopération est devenu de plus en plus important dans les relations économiques entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est et d'autres régions en développement, surtout l'Amérique latine. L'expérience montre que cette forme de coopération peut stimuler considérablement la croissance des échanges. Une utilisation plus intensive de cette forme de coopération entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est peut aider à dynamiser le commerce entre les deux régions.

La condition de participation des pays socialistes dans quelques projets conjoints en Afrique est qu'une partie de la production soit envoyée dans les pays socialistes en remboursement de leurs crédits et de leurs contributions diverses. Grâce à de tels accommodements de compensation, la fourniture des produits du projet conjoint est acquise au partenaire socialiste sur une base régulière et le poids du remboursement du crédit se trouve ainsi allégé pour le pays africain. En ce moment, ce système de remboursement concerne surtout la coopération pour l'exploitation certaines matières premières qui sont vitales aux économies des partenaires socialistes. L'extension de ce système à d'autres domaines de coopération, surtout la coopération dans la fabrication de biens manufacturés aiderait à accroître les exportations africaines de ces biens et contribuerait à enrayer le déséquilibre permanent qui caractérise le commerce entre les deux régions.

La coopération technique et scientifique constitue un volet important des relations économiques de plus en plus diversifiées qui existent entre les deux groupes de pays. Cette forme de coopération nécessite l'échange d'experts, la formation de personnel pour la mise en oeuvre et la gestion des projets conjoints; la formation du personnel provenant de l'Afrique en développement dans des universités et d'autres instituts d'études supérieures des pays socialistes de l'Europe de l'Est; le transfert de la technologie, du savoir scientifique et technique et du "know-how".

Comme dans le cas de leurs relations commerciales, les arrangements bilatéraux prédominent dans la coopération économique, technique et scientifique entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Pour le moment, il y a peu ou pas de coopération entre les organisations régionales et sous-régionales des deux groupes de pays.

Cependant, au cours des dernières années, il y a eu des cas où deux ou plusieurs pays socialistes de l'Europe de l'Est ont participé à des projets conjoints avec des partenaires africains. Par exemple, la Tchécoslovaquie et la RDA ont fourni conjointement à l'Algérie des machines pour ses filatures. Dans quelques cas, la coopération économique s'est instaurée sur une base plus grande, une forme triangulaire et faisant intervenir des pays de l'Europe de l'Est socialiste, des pays développés à économies de marché et des pays africains en développement. Un exemple est la participation conjointe de la Tchécoslovaquie et de la France à la construction d'une centrale thermique en Algérie. La coopération multilatérale de cette nature et surtout du type qui fait intervenir des organisations régionales et sous-régionales des pays africains en développement et des pays socialistes de l'Europe de l'Est peut avoir une grande portée. Le renforcement des formes bilatérales existantes de coopération grâce à des arrangements multilatéraux de coopération est un autre moyen d'assurer une croissance de relations économiques stables entre les deux régions.

Les domaines de coopération économique, technique et scientifique entre les pays africains en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont nombreux et vont s'accroissant. Ceci prouve que les intérêts économiques ne sont pas les mêmes et que les partenaires dans les deux régions sont dotés différemment de ressources naturelles et autres. Les principaux domaines de coopération économique sont la prospection, l'extraction minière et le traitement des minerais, le développement du secteur de l'énergie par la construction de stations hydro et thermo électriques, la construction de grands centres métallurgiques, la construction d'infrastructures économiques et sociales telles que les ports, les écoles et les hôpitaux, ainsi que la création d'unités de production pour les industries légères comme les industries alimentaires, les industries textiles, l'industrie de la chaussure, etc.

Certains des principaux projets conjoints mis en oeuvre dans les pays africains en développement avec l'aide des pays socialistes de l'Europe de l'Est concernent l'exploitation des ressources minières. Ceci est dû en partie au fait qu'un des problèmes les plus brûlants que rencontrent beaucoup de pays africains est l'exploitation effective de leurs ressources naturelles qui demande de grands investissements et un haut niveau d'expertise technique. Par ailleurs, en général, les pays socialistes de l'Europe de l'Est préfèrent coopérer avec les pays africains dans des projets dans lesquels participe le secteur public, et ceci, dans le but de renforcer ce secteur des économies africaines. L'intervention systématique et l'intérêt du secteur public des économies africaines à l'égard de l'exploitation minière pourrait contribuer à la mise en valeur des ressources minières dans la coopération économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Dans le cadre de la coopération technique et scientifique entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, les premiers ont reçu des derniers, un grand nombre de spécialistes et d'experts dans des domaines aussi variés que la géologie, l'hydrologie, les travaux publics, l'économie, l'éducation et la médecine. Ces experts ont participé à des activités comme l'élaboration d'études de factibilité, la mise en oeuvre et la gestion de projets conjoints, ainsi que la formation du personnel local dans les pays africains.

En plus des services de leurs experts participant à la formation du personnel local dans les pays africains partenaires, les divers instituts d'études supérieures des pays socialistes de l'Europe de l'Est jouent un rôle important dans la formation du capital humain, ce qui contribue à éliminer le problème de la pénurie de personnel qualifié. Parmi les instituts spéciaux qui ont été créés dans cette région pour former les étudiants des régions en développement, y compris l'Afrique, il y a l'université patrice Lumumba à Moscou, l'Institut des étudiants étrangers à Sofia et l'Université de novembre à Prague.

Un domaine relativement nouveau dans la coopération technique entre quelques pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est la planification économique. Dans leurs efforts pour utiliser au mieux leurs ressources limitées et promouvoir un développement économique et social soutenu, la plupart des pays africains ont commencé à considérer la planification comme étant un instrument vital dans la gestion de leurs économies. Le manque d'expertise dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs a conduit certains pays africains à rechercher la coopération dans la planification avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est qui gèrent tous leurs économies sur la base du principe d'une planification globale et qui ont par conséquent beaucoup d'expertise et d'expérience dans ce domaine. Les pays socialistes de l'Europe de l'Est s'intéressent activement à aider les pays africains à planifier, en partie parce qu'ils sont persuadés que

cela pourrait servir de levier pour le développement soutenu et le renforcement des relations commerciales et économiques entre les deux groupes de pays. La coopération dans la planification entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est encore très limitée.

La coopération économique, technique et scientifique : Quelques indications

Comme dans le cas des relations commerciales, la coopération économique, technique et scientifique entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est est centrée sur un nombre relativement restreint de pays dans les deux régions. En Afrique, les partenaires les plus actifs dans la coopération économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est n'atteignent pas douze, mais ils assurent la plus grande partie du commerce africain avec cette région. Ces pays sont : l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, le Nigéria, la Tanzanie, la Guinée, l'Ethiopie, le Mali, la Libye et récemment l'Angola et le Mozambique. Parmi les pays socialistes de l'Europe de l'Est, le principal partenaire dans la coopération économique, technique et scientifique avec l'Afrique est l'URSS. Dans une grande mesure, la répartition géographique des projets conjoints est semblable à celle du commerce.

Au cours des dernières années, les projets conjoints dans le domaine économique, technique et scientifique qui sont mis en oeuvre dans les pays africains en développement ont gagné en nombre et en ampleur géographique. La nature de ces projets conjoints, comme cela a été souligné plus haut, est essentiellement déterminée par le type d'exportations des pays socialistes de l'Europe de l'Est, dans le cadre du CAEM, ainsi que pour les ressources et les besoins spécifiques de développement des pays partenaires africains. La nature de la participation des pays socialistes est la suivante. La Roumanie et l'URSS ont surtout aidé à renforcer les capacités de production, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la RDA se sont intéressées à la co-production, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie au renforcement des industries nouvelles et tous les pays socialistes de l'Europe de l'Est ont accepté le remboursement sous la forme des produits des projets conjoints. Les exemples suivants qui ne se veulent pas exhaustifs indiquent en gros la nature et la portée de la coopération économique, technique et scientifique entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est, pris individuellement et des pays africains en développement.

La Bulgarie est un des plus actifs parmi les pays socialistes de l'Europe de l'Est en ce qui concerne le renforcement de la coopération économique, technique et scientifique avec des pays partenaires africains en développement. Les projets dans lesquels ce pays coopère avec des partenaires africains concernent surtout les mines, l'agriculture et l'agro-industrie, l'équipement électrique et l'industrie du bois.

Les plus grands projets mis en oeuvre par la Bulgarie dans les pays africains en développement dans le cadre d'accords de coopération économique avec la région comprennent des mines de phosphates, des mines de métaux non-ferreux, des usines de traitement du minerai, des installations hydro-mélioratrices en Tunisie, une usine de textile et une tannerie en Algérie, des complexes de sport de type olympique en Tunisie et au Nigéria, un amphithéâtre moderne au Nigéria.

Les Bulgares qui sont devenus des spécialistes internationaux dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-industrie ont aidé à la création de fermes et d'usines complètes pour la transformation des produits agricoles dans beaucoup de pays africains, dont le Mali, le Ghana et la Tanzanie.

Bien souvent, la coopération entre la Bulgarie et ses partenaires africains a pris la forme de **projets conjoints**. C'est ainsi que la Bulgarie a entrepris avec la Guinée un projet conjoint dans le domaine des forêts, tandis qu'au Nigéria, elle a créé deux compagnies mixtes : Afro-commerce, une firme commerciale servant d'agence pour les exportateurs bulgares et "Globe-fishing Industries" qui livre du poisson congelé au marché nigérian. En 1980, la Bulgarie a également entrepris un projet conjoint en Libye dans le domaine du transport interne et international. Avec l'Angola, elle a mis en oeuvre un projet conjoint - Angola Postang - pour exploiter des gisements de phosphates au Nord-Est du pays. Une mine à Kindonakazi en Angola qui va être gérée par "Bulgareo-min" doit commencer à fonctionner en juin 1981 avec une production initiale de 30 tonnes par jour. 1/ Le Maroc fabrique un nombre croissant de mobylettes "Ballan" avec une licence bulgare.

La Bulgarie a instauré une coopération technique et scientifique avec un certain nombre de pays africains - surtout le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Nigéria et la Guinée. Dans le cadre de cette coopération, des spécialistes bulgares, surtout des ingénieurs, des docteurs, des agronomes, des architectes et des professeurs aident ces pays partenaires africains. Au Maroc, seul, en 1979, il y avait 860 bulgares travaillant dans divers secteurs de l'économie. 2/ Des étudiants de divers pays africains ont étudié et étudient toujours dans des universités et des instituts bulgares d'études supérieures. Par exemple, il y a en ce moment plus de 500 nigériens qui étudient en Bulgarie avec surtout des bourses bulgares.

La coopération économique et technique entre la Tchécoslovaquie et les pays africains en développement concerne surtout l'équipement de transport, les machines agricoles, les produits chimiques et les produits du caoutchouc et les industries légères. Plusieurs accords pour la fourniture d'équipements complets et pour la création d'entreprises conjointes dans ces secteurs ont été conclus par la Tchécoslovaquie ces dernières années. En effet, la Tchécoslovaquie est un des pays socialistes qui ont le plus réussi dans leur coopération, surtout en matière de projets conjoints.

Certains des projets mis en oeuvre en coopération avec la Tchécoslovaquie comprennent une tannerie, une fabrique de chaussures, une fabrique de pneus et de chambres à air en Éthiopie, une usine de traitement du caoutchouc, une compagnie pour la vente et la révision de matériel de travaux publics, une compagnie de construction et de prospection géologique au Nigéria; un projet conjoint pour l'exploitation du cuivre au Maroc, un projet conjoint pour la fabrication de chaussures au Ghana, une sucrerie et des projets dans le domaine de l'électricité, de l'irrigation et du logement en Égypte, et un projet conjoint pour la prospection et l'exploitation du cuivre en Zambie.

La Tchécoslovaquie a été particulièrement active dans la promotion de la coopération économique avec l'Afrique sur une base tripartite. Ainsi, en coopération avec la RDA, ce pays a entrepris des projets dans le domaine des textiles en Éthiopie et en Algérie, tout en travaillant en sous-traitance pour construire une centrale de 60 m. à Roches Noires (Maroc) dans le cadre d'un contrat signé entre le Maroc et la République démocratique d'Allemagne (RDA).

1/ Africa, No. 115, mars 1981, p. 80

2/ Africa Research Bulletin, 15 mai - 14 juin 1979, p. 5150

La coopération technique et scientifique entre la Tchécoslovaquie et les pays africains en développement a, comme dans le cas d'autres pays socialistes, pris essentiellement la forme du détachement d'experts des premiers au profit des derniers. Parmi les pays africains qui ont bénéficié d'une telle assistance technique, il y a le Maroc, l'Ethiopie, le Nigéria, le Ghana, la Guinée et la Tanzanie. Ces experts ont travaillé dans beaucoup de domaines y compris la géologie, l'agriculture, la santé et l'éducation.

La République démocratique d'Allemagne a conclu des accords de coopération économique, technique et scientifique avec un nombre croissant de pays africains. Dans le cadre de ces accords, ce pays a construit des usines entières, exécuté des projets conjoints et donné de l'assistance technique dans divers domaines et dans divers secteurs économiques.

Les partenaires africains de la RDA dans le domaine de la coopération économique, technique et scientifique sont la Tanzanie à qui elle a fourni des équipements pour plusieurs usines de transformation des denrées alimentaires, la Guinée (Conakry) où elle a créé une grande imprimerie, l'Egypte qui a reçu le "know-how", les normes et les spécifications commerciales de la RDA pour fabriquer des produits semi-finis de coton et des tissus, y compris le processus de couture-tricotage à haut rendement connu de par le monde et qu'on appelle "Malino", des équipements pour une fabrique de 200 000 fuseaux à Shibinel Kom et plusieurs usines de raffinage textile; l'Algérie où elle a participé à un projet de fabrication de tuyaux d'irrigation, le Mozambique avec qui elle coopère dans le domaine des houillères et du transport, et l'Ethiopie où elle participe à la construction d'une cimenterie.

La RDA, comme la Tchécoslovaquie, a été active dans l'instauration de relations de coopération économique tripartite avec l'Afrique. C'est ainsi qu'elle a coopéré avec la Tchécoslovaquie dans la construction d'une usine textile en Ethiopie et d'une centrale électrique au Maroc et avec la République fédérale d'Allemagne dans la construction d'une filature en Ethiopie. La RDA a également participé avec l'Australie à la mise en oeuvre d'un projet conjoint dans le secteur minier en République Unie du Cameroun.

Plusieurs pays africains ont tiré profit de l'assistance technique fournie par la RDA dans le cadre de ses accords de coopération technique et scientifique. Ces pays sont : l'Algérie, le Congo et la Tanzanie avec lesquels elle a coopéré dans le domaine de la planification, le Mali, la Guinée et la Tanzanie qui ont reçu des professeurs venus de la RDA. Comme les autres pays socialistes de l'Europe de l'Est, la RDA a reçu dans ses instituts d'études supérieures, un nombre considérable d'étudiants africains.

Dans sa coopération économique avec les pays africains, la Hongrie s'intéresse surtout aux produits pharmaceutiques, aux appareils électriques, aux centrales hydro-électriques, aux télécommunications, au traitement des denrées alimentaires, au transport, à l'équipement des mines, et aux machines agricoles. Au Nigéria, deux compagnies mixtes Hongro-Nigériennes - "Medimpex" et "Imparsel" s'occupent de la fabrication et de la commercialisation de produits pharmaceutiques. Dans ce pays, la Hongrie a également livré des appareils médicaux et électriques, ainsi que du matériel à divers établissements d'enseignement, y compris le collège technique de Idah. La RDA a aidé dans la création d'un laboratoire géologique, d'une usine de produits pharmaceutiques et a fourni du matériel pédagogique à la Guinée. En Algérie, la RDA a aidé à la création de deux usines de transformation des produits alimentaires et a fourni du matériel sanitaire et médical. Elle a également aidé

l'Egypte à construire une centrale électrique, une usine d'effets d'habillement, une usine pour la fabrication de téléviseurs. Elle aide aussi la Tunisie à développer son agriculture. Des accords de coopération ont été conclus pour que la Hongrie aide à la construction d'usines de montage de bus en Angola et au Mozambique. 1/
Un accord semblable a été conclu avec Madagascar.

Comme dans le cas des relations avec les autres pays socialistes, la coopération technique et scientifique entre la Hongrie et les pays africains est régie par des accords bilatéraux intergouvernementaux. Au début du mois de juin 1980, la Hongrie avait conclu de tels accords avec 20 pays africains. 2/ Aux termes de ces accords, des centaines d'experts hongrois ont été détachés au profit de plusieurs pays africains comme l'Algérie, l'Angola, l'Ethiopie, la Libye, le Nigéria et la Tanzanie. La plupart des spécialistes hongrois travaillent à l'élaboration de projets dans le domaine des autoroutes, des chemins de fer et des centrales hydro-électriques, tandis qu'au Nigéria, des experts hongrois interviennent dans le domaine de la cartographie.

En plus de l'échange d'experts, la Hongrie reçoit aussi dans ses établissements de formation et dans ses instituts, des ressortissants de pays africains comme l'Algérie, la Guinée, le Ghana, l'Ethiopie, le Nigéria, le Soudan et la Tanzanie.

La Pologne a conclu des accords de coopération économique et technique avec autres pays africains, le Ghana, la Guinée, le Mali, l'Algérie, l'Angola, l'Egypte, la Libye, le Sénégal et le Nigéria. Dans le cadre de cette coopération, la Pologne a fourni à ses partenaires africains, des usines entières et participé à la création d'entreprises de production. Dans le domaine de l'équipement, elle a surtout livré du matériel pour centrales électriques, pour houillères et pour autres mines, pour l'industrie chimique et pour des usines de transformation des denrées alimentaires. Dès 1961, 1962, la Pologne avait déjà accordé des crédits à la Guinée, au Ghana, au Mali afin qu'ils financent les fournitures de machines et d'équipement pour lesquels ils devaient rembourser en nature. Plus récemment dans le cadre d'accords de coopération, ce pays a donné des crédits d'investissements à l'Egypte et à la Tunisie respectivement pour l'exploitation de leurs gisements de phosphates et pour la fabrication de concentrés de phosphates. D'autres projets de coopération que la Pologne entreprend dans des pays africains en développement comprennent la modernisation de l'industrie houillère au Nigéria et la création de scieries dans ce pays.

Un domaine important de coopération entre la Pologne et les pays africains en développement concerne l'assistance technique permettant à ces pays de résoudre leurs problèmes de main d'oeuvre et leurs problèmes techniques. Un nombre croissant d'experts polonais - ingénieurs et techniciens, docteurs, chercheurs, urbanistes, enseignants etc - travaille dans divers secteurs des économies de ses partenaires africains. Au cours des dernières années, les pays africains qui ont reçu ces experts comprennent le Ghana, l'Ethiopie, le Cameroun, le Nigéria et le Zaïre. L'aide au développement des ressources humaines des pays partenaires africains a consisté dans certains cas à former le personnel de ces pays dans des établissements polonais. Des étudiants d'Ethiopie, d'Algérie, du Nigéria, de la Libye, d'Angola et d'autres pays africains ont bénéficié de ce type d'assistance.

1/ Afrique Industrie, 1er octobre 1980, 1.78

2/ CNUCED, perspectives de commerce avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est: Hongrie (TD/B/815), 1980 p. 14

Dans sa coopération économique, scientifique et technique avec les pays africains en développement, la Roumanie s'est intéressée spécialement à l'exploitation des ressources minières, à la création de complexes agro-industriels, à la fourniture d'équipements agricoles complets, et à la création d'infrastructures. Les projets miniers dans lesquels la Roumanie coopère avec des pays africains comprennent l'exploitation de gisements de cuivre et de pétrole au Maroc, de gisements de fer et de diamant en République centrafricaine, de titanium et de Zircon en Tanzanie. Au Maroc, on envisage sérieusement la possibilité de coopérer avec la Roumanie pour exploiter les gisements d'or de Tionit sur la base des prospections géologiques entreprises par des experts roumains en 1977. La Roumanie participe également à l'exploitation des ressources pétrolières au Nigéria.

La Roumanie a livré des machines et des équipements pour la création d'un complexe forestier au Ghana et a aidé à la création d'une usine de fibres synthétiques au Congo, de deux scieries et d'une usine de chaussures au Nigéria et coopère avec la République centrafricaine, le Congo, la Tanzanie, la Zambie, le Burundi, la Libye, et d'autres pays africains au développement d'agro-industries et à la mise en oeuvre de projets agricoles.

Dans le domaine de l'infrastructure économique et sociale, la Roumanie a participé entre autres projets à la construction de deux ports au Maroc, à la construction d'une centrale hydro-électrique en Guinée, d'une centrale électrique et d'infrastructures d'irrigation en Egypte ainsi qu'à la mise au point de modèles standard de HLM au Nigéria.

Le détachement d'experts roumains au profit de divers secteurs des économies des pays africains en développement, ainsi que la formation de ressortissants de ces pays dans des instituts roumains constituent un élément important dans les relations économiques afro-roumaines qui se développent rapidement. En Libye seule, il y a quelque 300 experts roumains participant à la construction de routes, de maisons, d'écoles, d'une banque industrielle, de la poste centrale et d'un port de pêche. Des experts roumains participent présentement à la mise en oeuvre et à la gestion de projets conjoints dans plusieurs autres pays africains.

La coopération économique, technique et scientifique de l'URSS avec les pays africains en développement est plus étendue que celle de tous les autres pays socialistes de l'Europe de l'Est. Elle concerne un plus grand nombre de pays et couvre un plus grand nombre de domaines. En 1978, l'URSS avait des accords de coopération économique et technique avec 30 pays africains indépendants, tandis que plus de 380 projets avaient été exécutés ou étaient prévus avec des pays partenaires africains. Quoique les domaines dans lesquels l'URSS coopère avec les pays africains soient nombreux, il y a une concentration relativement élevée de projets conjoints dans le domaine des mines, de la métallurgie ferreuse et non-ferreuse, des produits chimiques, du gros équipement, des centrales électriques et des infrastructures. 1/

Les principaux partenaires de l'URSS dans l'exploitation des ressources minières en Afrique sont la Guinée, l'Algérie et le Maroc. En 1969, la Guinée a conclu un accord de compensation avec l'URSS qui prévoyait que l'URSS fournirait les crédits, l'assistance technique et l'équipement pour la construction d'un complexe pour l'exploitation de la bauxite en Guinée. Un contrat à long terme entre les deux partenaires à ce projet prévoit qu'il soit fourni à l'URSS sur une période de 20 ans, la

bauxite extraite, une partie représentant le remboursement du crédit, et l'autre partie étant vendue. A la fin de 1979, douze millions de tonnes de bauxite guinéenne avaient été librées à l'URSS en remboursement des crédits. 1/ Un accord de coopération semblable de compensation à long terme a été conclu entre l'URSS et le Maroc en 1978 pour l'exploitation des gisements de phosphates du Maroc. Ce projet évalué à 2 milliards de dollars E.U. prévoit que l'URSS aide à la prospection géologique, à l'élaboration du rapport de factibilité, à la construction proprement dite et au montage du complexe minier. L'URSS a coopéré également avec l'Algérie sur une base compensation pour l'exploitation de l'aluminium. Un certain nombre de champs pétroliers ont été prospectés et exploités dans ce pays avec la participation de l'URSS. Au Congo, l'URSS coopère à la création d'un complexe minier ayant une production annuelle de 20 000 tonnes de concentré de plomb-zinc. Par ailleurs, les services géologiques de l'URSS aident à la prospection minière dans beaucoup de pays africains comme l'Algérie, le Maroc, la Libye, la Tunisie, l'Egypte, le Mali, la Guinée Bissau, la Cap Vert, la Guinée, le Bénin, le Congo, le Nigéria, l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie et la Tanzanie.

Un autre domaine important de coopération économique et technique entre les pays africains et l'URSS est l'industrie métallurgique. Les pays africains qui bénéficient de l'assistance soviétique pour développer leurs industries du fer et de l'acier sont : l'Egypte, l'Algérie et le Nigéria. Quand la deuxième phase de l'usine algérienne de fer et d'acier qui est en train d'être construite avec l'assistance soviétique à El Hadjor sera achevée, la production attendue sera de l'ordre de 2 millions de tonnes chaque année. L'accord de coopération Soviétéo-Nigériane prévoit la construction d'un complexe métallurgique de 40 millions de dollars E.U. à Ajaokuta au Nigéria. La capacité annuelle du complexe qui va s'appuyer sur les gisements de fer et de charbon découverts grâce à une prospection conjointe faite par des géologues soviétiques et nigériens est de 1,3 millions de tonnes, avec la possibilité de pousser jusqu'à 5 millions de tonnes.

La création de complexes métallurgiques avec l'assistance soviétique dans les pays sus-mentionnés et dans d'autres pays africains va hâter le processus de leur industrialisation, surtout dans le domaine des industries lourdes. Par exemple, la mise sur pied de complexes métallurgiques en Egypte a permis de fabriquer des pièces d'autotracteurs et la fabrication de bateaux pour la navigation maritime dans le chantier de construction navale d'Alexandrie.

On peut citer d'autres grands projets conjoints mis en oeuvre dans des pays africains en développement avec la participation soviétique. Un exemple dans le domaine de l'électricité est le complexe hydro-électrique d'Assouan qui fournit plus de la moitié de l'électricité produite en Egypte. L'URSS a également aidé à la construction d'un complexe hydro-électrique en Tanzanie, d'une centrale électrique diesel en Zambie et de centrales électriques dans d'autres pays africains. Dans beaucoup de cas, cette assistance s'est inscrite dans le cadre d'une coopération tripartite faisant intervenir surtout la République démocratique d'Allemagne. L'URSS collabore avec l'Algérie dans la construction de logements et avec l'Ethiopie, l'Algérie et le Ghana dans le domaine des transports. Dans le domaine de l'agriculture, l'URSS a aidé à mettre en oeuvre plus de 60 projets agricoles dans des pays africains en développement et elle coopère avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie,

1/ Tadeuch Teodorovich, "Coopération entre l'URSS et les pays en développement" op. cit p. 27.

l'Egypte, le Soudan, l'Ethiopie, l'Ouganda, la Zambie, le Mali, la Guinée, le Cameroun, le Nigéria et le Congo. Les exemples donnés plus haut ne sont qu'une indication approximative de la portée et de la diversité de la coopération économique de l'URSS avec les pays africains.

Dans le cadre des accords de coopération scientifique et technique entre les pays africains et l'URSS, cette dernière apporte une assistance technique sous diverses formes dans divers domaines d'activités. Un grand nombre d'experts soviétiques participe à la mise en oeuvre de projets conjoints dans plusieurs pays africains : des géologues prospectant des ressources minières, des ingénieurs aident dans la mise en oeuvre de projets industriels, des professeurs enseignant dans les établissements des pays partenaires etc. Au cours des dernières années, l'URSS a également accordé de l'assistance technique dans le domaine de la planification économique à des pays africains dont la Somalie, l'Algérie, l'Egypte, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Angola et le Mozambique.

Un élément important dans la coopération technique et scientifique entre l'URSS et les pays africains est la formation du personnel de ces derniers dans des établissements soviétiques. Par exemple, environ 1500 ingénieurs, techniciens et opérateurs algériens vont être formés par le Tiajprom export de Moscou, l'organisme soviétique chargé du projet métallurgique du Nigéria.

L'assistance financière au développement

L'assistance financière accordée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est aux pays africains en développement a été fournie surtout dans le cadre de la mise en oeuvre de projets conjoints ou dans le cadre du commerce entre les partenaires. Des crédits intergouvernementaux à long terme pour l'achat auprès des pays socialistes des équipements des projets et pour le financement des services techniques constituent la forme principale de l'assistance. Dans certains cas, l'assistance a pris la forme de crédits commerciaux intergouvernementaux et de crédits de compensation dans le cadre d'accords bilatéraux de paiements, ainsi que de dons surtout dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la santé.

Presque toute l'assistance financière accordée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est aux pays africains en développement va essentiellement au secteur public de ces derniers. Cette concentration s'explique par la conviction que le renforcement du secteur public des pays africains en développement est essentiel pour leur permettre d'obtenir leur indépendance économique.

Quoiqu'il y ait eu une augmentation du volume de l'aide financière accordée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est aux pays africains en développement, cette aide est encore relativement limitée quand on la compare au flux de ressources financières provenant des pays développés à économies de marché. L'assistance provenant des pays socialistes de l'Europe de l'Est est surtout bilatérale. Les pays africains n'ont pas encore reçu une aide substantielle du Fonds spécial de crédits, créé par les pays membres du CAEM en 1973 pour l'assistance économique et technique aux pays en développement. Il est nécessaire que les deux parties fassent des efforts pour utiliser au mieux les ressources que peut accorder ce fonds.

L'assistance financière accordée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est aux pays africains en développement va à un nombre relativement restreint de pays. Les principaux bénéficiaires de cette aide ont été moins de vingt pays qui assurent la plus grande partie du commerce de l'Afrique et de la coopération économique avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Certains des crédits accordés récemment ou qui doivent l'être par des pays socialistes de l'Europe de l'Est à des pays africains en développement comprennent des prêts de 175 millions de dollars EU accordés par la Roumanie à l'Angola, 93 millions de Birr (environ 44,9 millions de dollars EU) accordés à l'Ethiopie par la Tchécoslovaquie pour la modernisation, l'expansion et la création de plusieurs industries; 240 millions de pesos (environ 80 millions de dollars EU) accordés par l'URSS à la Guinée Bissau, 25 millions de dollars EU accordés par la RDA au Congo, 39 millions de dollars EU accordés à l'Egypte par la Roumanie pour financer la construction d'une centrale électrique, 13,5 autres millions accordés au même pays pour l'achat de moteurs électriques pour des pompes d'irrigation, 35 millions de dollars EU accordés par la Hongrie à la Tunisie pour le financement de projets socio économiques, surtout dans le domaine du développement de l'agriculture, 60 millions de roubles (environ 85 millions de dollars EU) accordés par l'URSS à l'Ethiopie pour financer la conception du plan, l'équipement et payer des spécialistes en assistance, venus de l'URSS pour mettre en oeuvre des projets comprenant la construction de deux silos à grains, de greniers à grains et de fourrages mixtes pour acheter 15 tracteurs et des ateliers de réparation des machines agricoles et construire 31 entrepôts; 37,5 millions de dollars EU accordés par la RDA à l'Ethiopie pour financer la construction d'une cimenterie, 38 millions de dollars EU accordés par la Tchécoslovaquie à l'Egypte pour financer des projets dans le domaine de l'électricité, de l'irrigation et du logement, 52 millions de francs suisses accordés par la Hongrie au Nigéria pour l'achat d'équipements hospitaliers et pour équiper des établissements d'enseignement, 50 millions de dollars EU accordés par la Tchécoslovaquie au Maroc pour financer ses importations de biens d'équipement à partir de la Tchécoslovaquie; 30 millions de dollars EU accordés à l'Egypte par la Pologne pour l'exploitation de gisements de phosphates, 24 millions de shillings tanzaniens accordés à la Tanzanie par la Bulgarie pour financer une tannerie.

Les conditions des crédits accordés aux pays africains en développement par les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont en principe avantageuses pour les pays bénéficiaires. Les crédits ne comportent généralement que des taux d'intérêt relativement bas de 2 à 3 p. 100 et sont étalés sur une longue période allant de 12 à 15 ans et parfois le remboursement ne s'effectue que si les fonds sont effectivement utilisés. Le remboursement des crédits accordés par les pays socialistes de l'Europe de l'Est à leurs partenaires africains s'effectue parfois sous forme de fournitures d'une partie de la production des projets conjoints et/ou des biens traditionnels d'exportation. Cette pratique tend à alléger le service de la dette pour les pays africains bénéficiaires.

Pour pouvoir évaluer exactement l'assistance au développement fournie par les pays socialistes de l'Europe de l'Est aux pays africains en développement, il faut considérer non seulement les conditions nominales de cette assistance (i.e. les taux d'intérêt, les délais impartis et les modalités de remboursement des crédits) mais aussi les conditions réelles qui comprennent le prix et la qualité de l'équipement ainsi que les experts fournis aux termes de l'assistance après vente et la fourniture de pièces détachées pour l'équipement livré, etc. Quoique, comme cela a été souligné, plus haut, l'équipement soit généralement libré par les pays socialistes à des prix justes (souvent assortis de primes aux pays africains) la qualité de cet équipement n'est pas très élevée et cela à cause du manque d'expérience de la part des pays socialistes de l'Europe de l'Est pour adapter cet équipement aux conditions africaines. Dans certains cas, il se pose également le problème du manque de services après-vente ainsi que des pièces détachées. Ceci sous-entend que les conditions effectives de l'assistance au développement apportée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est ne sont pas aussi attrayantes que cela est indiqué dans les conditions nominales.

Le corollaire de la prédominance de fournitures d'équipements sur la base de crédits dans le cadre de l'assistance en développement fournie par les pays socialistes de l'Europe de l'Est est une modicité relative de l'assistance donnée sous la forme de dons. L'attitude des pays socialistes de l'Europe de l'Est vis-à-vis de l'aide au développement a été judicieusement définie par V. Sergeyev, le Vice-président du Comité étatique de l'URSS sur les relations économiques étrangères qui a dit en 1971 que l'aide n'est pas l'expression d'une philanthropie mais qu'elle doit se justifier économiquement. 1/ Cette absence apparente d'obligation morale de la part des pays socialistes en ce qui concerne l'octroi de l'assistance au développement sur la base de dons semble se justifier par le fait que ces pays, à la différence de certains pays développés à économies de marché, n'ont pas participé à l'exploitation coloniale qui explique dans une grande mesure le faible niveau du développement économique de beaucoup de pays africains.

La portion relativement faible de l'aide dans l'assistance au développement accordée par les pays socialistes est en partie responsable de l'incapacité de beaucoup de pays africains à absorber l'assistance qui leur est accordée. Les pays africains à quelques exceptions près; ont à peine assez de ressources pour utiliser l'assistance qui ne comprend pas une partie d'aide. En faisant une distinction nette entre la philanthropie et l'aide justifiable économiquement, les pays socialistes de l'Europe de l'Est semblent mettre l'accent sur les avantages à court terme de leur coopération économique avec les pays africains en développement. Les avantages à long terme pour les pays fournisseurs de l'assistance économique sous la forme de dons peuvent dépasser les avantages à court terme. L'assistance accordée sous forme de dons plutôt que de prêts, aide à renforcer les relations entre pays partenaires. Afin qu'un plus grand nombre de pays africains bénéficie de leur aide économique, les pays socialistes de l'Europe de l'Est devraient en accroître le volume et en élargir la base afin de faire intervenir davantage l'élément aide.

Les conditions d'octroi d'aide par les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont considérées par beaucoup de pays africains comme étant plus rigoureuses que celles des pays développés à économies de marché, à cause de la modicité de l'élément don dans l'assistance socialiste. Une autre critique concernant l'assistance économique fournie par les pays socialistes est que cette assistance est, dans sa plus grande partie, liée à des achats à faire dans les pays donateurs. Mais le désavantage de l'aide liée est compensé par le fait que le remboursement est souvent lié à l'achat des produits du pays bénéficiaire.

Les programmes d'aide économique des pays socialistes tendent à être conçus pour correspondre aux priorités de développement économique des pays bénéficiaires. Dans beaucoup de cas, les pays socialistes sont prêts à accorder de l'assistance aux pays africains en développement pour des projets que des pays développés à économies de marché et des organismes occidentaux d'aide ont repoussés sous prétexte que d'autres projets devraient avoir la priorité ou que ces projets ne sont pas rentables économiquement. Un exemple est le complexe hydro-électrique d'Assouan en Egypte qui a été construit dans le cadre de l'assistance économique de l'URSS.

La majeure partie de l'aide économique accordée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est aux pays africains en développement concerne surtout l'exploitation des ressources naturelles, la mise en oeuvre de projets dans le domaine des infrastructures comme les barrages, les centrales électriques, ainsi que la construction de complexes industriels et d'unités de production. De ce point de vue, les pays socialistes apportent une contribution précieuse au développement des économies nationales de leurs partenaires africains. Pour accroître l'impact de l'assistance

1/ V. Sergeyev, "L'Union soviétique et les pays en développement" Affaires internationales, No. 5, 1971, p. 26.

des pays socialistes sur le processus du développement des pays africains, il faudrait accroître considérablement le volume et la portée de cette assistance.

Les divers projets mis en oeuvre dans les pays africains en développement avec l'assistance des pays socialistes de l'Europe de l'Est représentent autant de contributions importantes et concrètes. D'autres contributions invisibles ont été apportées grâce au transfert de la technologie par les pays socialistes de l'Europe de l'Est en faveur de leurs partenaires africains. Comme cela a été indiqué plus haut, la fourniture de machines et d'équipements à crédit représente la forme essentielle de l'aide des pays socialistes aux pays africains. La technologie qui accompagne les fournitures de machines et d'équipements constitue une bonne partie de la technologie transférée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est vers les pays africains.

Parmi les autres moyens par lesquels les pays socialistes de l'Europe de l'Est transfèrent la technologie aux pays africains en développement, il y a les diverses études de pré-investissement, de factibilité et d'autres études faites (souvent en collaboration avec des experts locaux) avant la mise en oeuvre des projets conjoints ou dans le cadre de leur exécution; la formation du personnel local au cours de la préparation, de l'exécution et de la gestion des projets dans le cadre des programmes d'aide économique des pays socialistes; le détachement de chercheurs, d'ingénieurs et d'autres techniciens; ainsi que l'échange d'informations techniques et de "know-how" par l'octroi de licences.

L'objectif des pays africains est d'accroître leurs capacités technologiques et réduire leur dépendance à l'égard des transnationales dont les politiques commerciales vont souvent à l'encontre des intérêts politiques et économiques de ces pays. Le développement rapide du potentiel économique et technologique des pays socialistes de l'Europe de l'Est, ainsi que la coopération économique, technique et scientifique croissante qui les lie aux pays africains leur ont permis de contribuer à la réalisation des objectifs des pays africains. Il faut noter cependant que quoique la contribution des pays socialistes de l'Europe de l'Est au développement des capacités technologiques des pays africains soit en train de croître, elle est toujours relativement limitée et entravée par un certain nombre de facteurs. Premièrement, le transfert de la technologie se fait principalement dans le cadre d'accords intergouvernementaux de coopération économique, technique et scientifique, et beaucoup de pays africains n'ont pas encore conclu de tels accords avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Deuxièmement, dans certains pays socialistes de l'Europe de l'Est, malgré l'intensification des efforts de recherche et de développement certaines industries n'ont pas encore atteint le niveau technologique mondial et ces pays ne sont donc pas en mesure de proposer la technologie ultra-moderne dont les africains en développement ont souvent besoin. Par ailleurs, beaucoup de pays africains manquent de capacités scientifiques et technologiques qu'il leur faut pour assimiler effectivement la technologie transférée par les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Avec le renforcement et l'expansion des relations économiques entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, on peut s'attendre à ce que ces derniers jouent un rôle croissant dans l'aide aux pays africains afin que ceux-ci puissent mettre au point une technologie plus indépendante et plus appropriée.

CHAPITRE 3

CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

Organisation du Commerce en Afrique et dans les pays socialistes d'Europe de l'Est

L'Organisation du commerce extérieur varie considérablement dans les pays africains. Dans certains de ces pays tels que l'Algérie, la Guinée, la Tanzanie et l'Ethiopie, la participation de l'Etat dans l'Organisation et la conduite des échanges internationaux est prédominante, des institutions d'Etat ayant été créées pour s'occuper du commerce extérieur et ayant le monopole du commerce. L'on peut citer parmi ces institutions d'Etat pour le commerce extérieur IMPORTEX en Guinée, BOT, BET et CAPEX en Tanzanie. Dans d'autres pays, l'Etat joue le rôle de régulateur des échanges internationaux, rôle qui consiste principalement en la création du cadre juridique dans lequel les individus et les entreprises du secteur privé assurent la majorité des échanges commerciaux.

Dans la plupart des pays africains, le secteur public a eu tendance, au cours de ces dernières années à participer de plus en plus directement au commerce extérieur. Cette tendance s'explique dans une large mesure pour le fait que l'insuffisance des recettes en devises étrangères constitue un obstacle au développement économiques, d'où la nécessité de tirer le maximum de devises étrangères de toutes les transactions. Le souci d'utiliser les devises étrangères de façon optimale apparaît non seulement dans l'utilisation très répandue du contrôle des devises étrangères mais également dans l'inclusion de budgets en devises étrangères dans les plans de développement de nombreuses pays africains. Ces budgets sont généralement des évaluations globales des prévisions concernant les sources et l'utilisation des entrées de devises étrangères et ne sont pas basés sur une quelconque planification du Commerce extérieur. En effet rares sont les pays africains ayant tenté de procéder à une planification systématique des transactions économiques extérieures. Le manque de compétences en matière de planification dans la plupart des pays africains explique dans une certaine mesure, le fait qu'ils n'aient pas introduit de système scientifique de planification dans leurs échanges commerciaux extérieurs.

Les économies des pays socialistes d'Europe de l'Est diffèrent considérablement de celles de la plupart des pays africains quant à la gestion et au rôle du secteur public. Dans les pays socialistes, pratiquement tous les moyens essentiels de production appartiennent au secteur public et l'Etat assure la gestion de l'économie qu'il planifie, réglemente et organise. L'Etat a le monopole du commerce extérieur dans ces pays. Ce monopole lui permet de contrôler les échanges extérieurs et de gérer les divers secteurs de l'économie de manière globale. Le principal instrument de gestion de l'économie socialiste est la planification. C'est ainsi que tous les pays socialistes d'Europe de l'Est possèdent chacun un plan du commerce extérieur qui fait partie intégrante du plan socio-économique général du pays. Les éléments fondamentaux du plan du commerce extérieur sont déterminés en fonction des objectifs du plan général.

Un corollaire du contrôle et de la gestion du commerce extérieur par l'Etat dans les pays socialistes d'Europe de l'Est est que seules les entreprises publiques sont autorisées à mener des activités commerciales étrangères. Ces entreprises connues sous le nom d'organisations pour le commerce extérieur sont chargées de la mise en oeuvre du plan pour le commerce extérieur dans leurs domaines respectifs d'activités sous la direction du Ministère du Commerce extérieur. Ce cadre organisationnel adopté dans le commerce extérieur, par les pays socialistes fait que la structure et la portée des échanges extérieurs, notamment ceux avec les pays africains, dépendent des buts et objectifs fixés dans leurs Plans.

Accords de commerce et de paiement

Du fait de l'importance qu'ils attachent à la planification et à la gestion de leurs économies, les pays socialistes d'Europe de l'Est, ont eu tendance à ne pas trop se fonder sur les tendances du marché pour déterminer la nature et la structure de leurs relations commerciales et économiques avec les autres pays. En collaboration avec leurs partenaires commerciaux, ils ont progressivement mis sur pied un mécanisme juridique et institutionnel global. Ce mécanisme est essentiellement constitué de divers accords bilatéraux intergouvernementaux sur le commerce et les paiements. Les échanges entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est s'effectuent principalement dans le cadre de ces accords intergouvernementaux de commerce et de paiement.

L'accord type de commerce et de paiement entre un pays africain et un pays socialiste d'Europe de l'Est prévoit habituellement le meilleur traitement préférentiel réciproque entre les deux nations pour tout ce qui touche leurs relations commerciales mutuelles. Les avantages qu'un pays partenaire pourrait tirer de son appartenance à une union douanière ou à d'autres organisations d'intégrations économiques (CAEM, CEDEAO) ne sont pas touchés par les dispositions de cet accord. Il est annexé aux accords types de commerce et de paiement deux nomenclatures des produits que les pays souhaitent exporter et importer dans le cadre de leurs relations avec leurs partenaires. Ils sont tenus, aux termes de l'accord, d'octroyer l'éventail le plus large possible de faciliter dans les échanges de ces produits. L'accord de commerce et de paiement interdit souvent la réexportation à des tiers des produits vendus sans consultation préalable avec la partie contractante qui a vendu ces produits.

Les accords de commerce et de paiement peuvent être classés en fonction de leur durée en accords à court terme et à long terme. Les accords à court terme portent habituellement sur une période d'un ou de deux ans, toutefois ils restent, dans nombre de cas, valables pendant plusieurs années du fait qu'ils contiennent souvent des dispositions spécifiques stipulant leur reconduction automatique. La plupart des accords de commerce et de paiement entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est appartiennent à cette catégorie. Les accords de commerce et de paiement à long terme couvrent des périodes de plusieurs années; dans la plupart des cas leur période de validité est de cinq ans. Ce type d'accord a généralement pour but d'assurer le renforcement et la stabilité des relations commerciales entre les parties contractantes. Au cours de ces dernières années ce type d'accord à long terme a revêtu une importance de plus en plus grande dans les relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. On peut citer, parmi les accords de commerce à long terme récemment conclus par des partenaires des deux groupes de pays, les accords conclus entre le Maroc et l'URSS (1979), l'Algérie et la Bulgarie (1978), la RDA et le Soudan (1975).

Les accords de commerce et de paiement peuvent être également classés en fonction du type de paiement qu'ils prévoient : compensation ou monnaie convertible. Dans le cas de compensations d'accord de paiement, les parties contractantes ne paient pas pour les transactions entre elles par le versement immédiat en espèces. Elles sont obligées d'inscrire ces transactions dans des comptes spéciaux en monnaie non-convertible, quelquefois dans leurs monnaies nationales. Vendeurs et acheteurs effectuent leurs paiements ou les reçoivent dans la monnaie locale du pays concerné, toutes les opérations étant effectuées par le gouvernement par l'intermédiaire de la banque compétente. Afin de faciliter les échanges commerciaux les accords de compensation prévoient un crédit de compensation ou un crédit "technique" (ne faisant l'objet d'aucun intérêt ou seulement d'un intérêt nominal). A la clôture de l'exercice comptable, les soldes sont réglés soit par transfert direct de devises soit par la livraison de produits convenus par les pays concernés ou les deux à la fois.

Au fil des années une certaine flexibilité a été introduite dans les accords de paiement du type compensation en vue de renforcer leur efficacité en tant qu'instrument de promotion des échanges entre les partenaires. Ces éléments permettent d'élargir la base des crédits de compensation, de reculer les échéances pour le paiement des soldes et le règlement de ces soldes en monnaies convertibles.

Au début des relations commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est, le système de compensation des paiements prédominait dans les accords commerciaux. Tous les pays socialistes d'Europe de l'Est avaient adopté ce type d'arrangements de paiement avec leurs principaux partenaires commerciaux d'Afrique. La Bulgarie avec le Ghana, la Guinée, le Maroc et la Tunisie, la Tchécoslovaquie avec l'Algérie, la Guinée, le Maroc, le Soudan et la Tunisie, la RDA avec la Guinée, le Maroc, le Soudan et la Tunisie; la Hongrie avec l'Algérie, l'Égypte, la Guinée, le Mali, le Maroc, le Soudan et la Tunisie, la Roumanie avec l'Algérie, la Guinée, la Jamahiriya Arabe Libyenne et la Tunisie, et l'URSS avec le Ghana, la Guinée, le Mali et la Tunisie. Les paiements en monnaies convertibles se sont récemment substitués dans les relations économiques et commerciales entre pays africains et pays socialistes d'Europe de l'Est aux paiements par compensation. La plupart des anciens accords sus-mentionnés ont été remplacés par des nouveaux accords stipulant que les paiements doivent être effectués en monnaies convertibles, alors que la majorité des accords nouvellement conclus sont du type monnaies convertibles. Les exemples suivants illustrent l'importance des transformations intervenues. Entre 1970 et 1975 la part du commerce total de l'Algérie avec les pays socialistes d'Europe de l'Est régie par les arrangements de compensation est tombée de 97 à 20 p. 100. Pour le Maroc la baisse au cours de la même période a été 99 à 30 p. 100. Cette évolution a eu pour résultat, comme le montre clairement l'annexe I de la présente étude, que la plupart des arrangements commerciaux actuels entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est prévoient des paiements en monnaies convertibles. Parmi les quelques accords du type compensation qui continuent d'exister, on peut citer celui entre l'URSS et le Maroc.

Les dispositions qui stipulent que les paiements soient effectués en monnaies convertibles ont contribué au renforcement du multilatéralisme dans les relations commerciales entre pays africains et pays socialistes d'Europe de l'Est.

L'abandon du système de paiement sous forme de compensation en faveur de celui effectué en monnaies convertibles laisse supposer qu'il n'existe aucune solution unique aux problèmes des paiements susceptibles de servir au mieux les intérêts des parties concernées en tout temps. Le fait qu'un pays préfère des arrangements bilatéraux de compensation en paiement en monnaie convertible ou vice versa dépendra de l'importance relative, qu'il accorde aux avantages et inconvénients des deux systèmes. Cette importance relative dépendra, à son tour, des conditions spécifiques à chacun des partenaires à un moment donné.

Les avantages du système de compensation bilatérale et par voie de conséquence des échanges bilatéraux peuvent se résumer comme suit : premièrement, ce système permet aux parties qui l'adoptent d'économiser des devises étrangères ou d'en réduire l'utilisation. Elles peuvent augmenter leurs importations sans avoir à les régler en monnaies fortes. Cet avantage revêt une importance particulière pour ceux des pays africains en développement pour qui l'insuffisance des recettes en devises étrangères constitue un obstacle majeur au développement économique.

Deuxièmement, le dit système accroît les possibilités d'expansion des exportations d'un pays donné puisque un pays déficitaire peut obtenir une balance équilibrée en livrant des produits à un pays excédentaire. Il y aura expansion des exportations si les produits fournis dans le cadre de l'accord de compensation bilatérale n'auraient pas pu être vendus facilement sur le marché mondial. On présume bien entendu, que le pays partenaire auquel ces produits sont librés ne les réexportera pas vers des pays tiers, autrement les livraisons représenteraient une déviation déguisée plutôt

qu'une expansion des exportations. Comme cela a été souligné ci-dessus, la plupart des arrangements commerciaux bilatéraux entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est interdisent la réexportation à des fins commerciales vers des pays tiers de produits vendus dans le cadre de leurs relations commerciales.

Un troisième avantage possible du commerce bilatéral et de la compensation sur une base bilatérale est que ces deux éléments pourraient servir à une certaine restructuration des exportations. C'est le cas lorsque la liste indicative des produits d'exportation du pays partenaire africain inclut non seulement les produits traditionnels d'exportation mais également des produits manufacturés. A cet égard, l'Egypte est l'un des rares pays africains à avoir enregistré quelques succès. L'obligation contractuelle qui existe dans les accords bilatéraux, spécialement à long terme, permet dans une certaine mesure, une planification du commerce extérieur. Les arrangements bilatéraux, en tant qu'ils prévoient des livraisons mutuelles de produits et comportent peu ou pas du tout d'utilisation de monnaies convertibles, fournissent une certaine garantie contre les risques inhérents aux fluctuations des taux du change et offrent des possibilités considérables pour un développement équilibré du commerce.

Dans le contexte spécifique du commerce entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, il importe de signaler un autre avantage du système du mécanisme bilatéral de commerce et de compensation. Le commerce et les arrangements bilatéraux constituent un moyen important par lequel les pays socialistes canalisent leur aide en faveur des pays africains en développement. Ceci apparaît clairement dans l'octroi de crédits techniques ou de crédit de compensation, aux termes d'accords bilatéraux de paiements. En l'absence de tels accords, l'aide économique accordée par les pays socialistes d'Europe de l'Est avait sans aucun doute été beaucoup plus réduite.

Les échanges bilatéraux et les arrangements de compensation ont beaucoup d'inconvénients et posent beaucoup de problèmes pour les partenaires. Comme il a été indiqué ci-dessus, on peut considérer le bilatéralisme, comme étant essentiellement un moyen de réduire au minimum l'utilisation des monnaies fortes et d'éviter les déséquilibres commerciaux. Pour atteindre ces objectifs il faut un haut degré de complémentarité des économies et de communauté d'intérêt des pays partenaires. Les possibilités d'exportations équivalent très rarement aux besoins en matière d'importation de part et d'autre. Des complications commencent à apparaître dans le système du bilatéralisme lorsque, comme c'est souvent le cas, les possibilités d'exportation n'égale pas celles des importations. L'apparition de déséquilibres exige que le pays débiteur augmente ses exportations et/ou que le pays créditeur diminue les siennes. Au cas où on ne trouverait pas une autre solution à ce problème le résultat en sera la réduction du volume potentiel du commerce, puisque le pays excédentaire ne peut utiliser son excédent pour financer ses propres déficits commerciaux avec d'autres pays, il aura donc tendance à chercher à réduire son excédent vis-à-vis de son partenaire commercial bilatéral en décourageant les exportations. C'est ainsi que le volume du commerce, dans le cadre des arrangements bilatéraux tend à décroître pour atteindre le plus petit commun dénominateur, ce qui dépend des possibilités d'exportation du partenaire le plus faible.

Pour un pays africain en développement l'enregistrement d'excédents dans les échanges bilatéraux, peut constituer une perte sèche, car cet excédent ne peut être utilisé dans le commerce avec d'autres pays. Ledit pays africain doit accorder des crédits à son partenaire bilatéral ou essayer d'équilibrer son commerce en important de ce pays partenaire, des produits qui occupent une faible priorité dans son programme de développement. La flexibilité qui permet à un pays, dans le cadre des échanges multilatéraux d'acheter dans le marché le moins cher et de vendre dans le marché le plus cher disparaît dans le système des accords bilatéraux de compensation.

Au lieu d'être régi par les besoins réels et les avantages relatifs, le commerce peut de ce fait prendre une orientation dictée par les exigences du commerce bilatéral. Dans le système des paiements en monnaies convertibles, un pays ayant un excédent peut l'investir dans d'autres pays pour réaliser des bénéfices. Les possibilités d'un tel investissement sont frappées de sérieuses restrictions dans le système de paiements bilatéraux.

Il existe un autre désavantage dans le bilatéralisme qui réside dans ses effets sur la compétitivité des pays y participant. Dans le cadre des arrangements bilatéraux de paiements les prix relatifs des produits à diverses destinations et en provenance de diverses sources, ont tendance à être relegués au second plan, puisque les acheteurs et les vendeurs acceptent que leurs décisions concernant leurs partenaires commerciaux sont régies par les directives du gouvernement. S'agissant des producteurs qui misent considérablement sur les ventes dans le cadre d'arrangements bilatéraux de paiements, la protection dont ils jouissent aux termes de ces arrangements peut émousser leur volonté de produire beaucoup et de devenir des partenaires compétitifs au niveau international. Le manque de compétitivité peut geler les échanges et rendre les producteurs totalement dépendants pour leur survie du partenaire bilatéral. Dans une telle situation, et dans le cas des relations commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est où les relations commerciales sont, dans une large mesure, déterminées par les relations politiques, ce genre de dépendance pourrait comporter de nombreux risques.

Enfin, le système de paiements bilatéraux pose davantage de difficultés d'ordre administratif que celui des paiements multilatéraux. Dans le système bilatéral du fait qu'un pays ne peut pas utiliser son excédent avec un pays pour éponger un déficit vis-à-vis d'un autre, la Banque centrale des pays ayant un large éventail d'accords bilatéraux de compensation doit se préoccuper d'équilibrer les divers comptes extérieurs plutôt que d'une situation d'ensemble comme c'est le cas dans le système de paiements multilatéraux. La comptabilité des paiements par compensation pourrait poser un sérieux problème pour un pays en développement ne disposant pas du personnel qualifié requis.

Les avantages et les inconvénients du système multilatéral de paiements peuvent être déduits de l'analyse des avantages et des inconvénients des arrangements bilatéraux de compensation. Le système de paiements multilatéraux entre autres avantages, favorise l'établissement de structures rationnelles de prix et permet aux partenaires de mieux comprendre les possibilités réelles d'échanges. Le principal inconvénient de ce système est que, contrairement aux arrangements bilatéraux de compensations, il ne permet pas l'utilisation, dans l'économie, de monnaies fortes. L'abandon des paiements par compensation non convertible en faveur des paiements par monnaies convertibles dans les accords de commerce entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est est dans une certaine mesure à l'origine des difficultés que connaissent de nombreux pays africains en ce qui concerne leurs réserves en devises étrangères.

Dans le cadre des efforts visant à rendre plus flexibles les arrangements des paiements entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est, la Banque internationale pour la coopération économique (BICE) qui organise les

paiements par roubles transférables au sein des pays membres de CAEM, a adopté en octobre 1976 de nouvelles réglementations qui avaient pour objectif d'offrir de meilleures conditions aux pays désirant participer au paiement en roubles transférables ^{1/}. Le principal avantage qui pourrait être tiré de cette offre est qu'un pays africain ayant une balance excédentaire avec un pays socialiste peut utiliser son excédent pour financer son déficit commercial avec un autre pays socialiste. Les pays africains n'ont pas réagi à cette offre pour un certain nombre de raisons. Nombreux sont les pays qui ne disposent pas des éléments nécessaires pour prendre la décision ferme de participer à ce nouveau système de paiements multilatéraux. Dans certains pays africains les facteurs relatifs à la participation effective à ce système tels que la planification avancée, compensation multilatérale, modalités de fixation des prix ont eu tendance à rendre ce système moins attrayant. Comme il a été indiqué au chapitre précédent, la plupart des pays africains ont des balances commerciales déficitaires avec les pays socialistes d'Europe de l'Est et ne peuvent par conséquent, profiter du principal avantage du système, à savoir, utiliser l'excédent né des échanges avec un pays socialiste pour financer le déficit avec un autre. Pour les rares pays africains ayant des balances commerciales excédentaires avec leurs partenaires socialistes, l'inconvertibilité du rouble transférable en devises fortes et partant le choix relativement limité de produits qui pourraient être achetés dans les pays socialistes à l'aide de roubles transférables semble constituer l'obstacle majeur. A cet égard, les nombreux problèmes concernant les importations de l'Afrique en provenance des pays socialistes d'Europe de l'Est ne contribuent pas à rendre acceptable le rouble transférable. Le fait de lier le système du rouble transférable aux arrangements de paiements par compensation en vigueur dans les diverses sous-régions africaines et l'introduction d'une certaine flexibilité dans ses règles de fonctionnement devraient rendre le système du rouble transférable plus acceptable aux pays africains.

^{1/} CNUCED, Etude de la situation actuelle des paiements entre pays en développement et pays socialistes d'Europe de l'Est (TD/R/A (22/2) para 28.

Accords de coopération économique, technique et scientifique

La coopération économique et technique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est, tout comme les relations commerciales entre les deux groupes de pays, s'inscrit dans le cadre d'accords intergouvernementaux bilatéraux. En règle générale, ces accords définissent les domaines généraux ou spécifiques de coopération, dressant quelquefois une liste de projets spécifiques devant être exécutés aux termes des accords ainsi que les études de pré-investissement devant être entreprises concernant l'exécution des projets identifiés. Ces accords prévoient assez souvent la fourniture de services techniques, notamment la formation du personnel sur place et/ou dans les pays partenaires socialistes.

Comme il en a déjà été fait mention, les pays africains partenaires des pays socialistes d'Europe de l'Est se sont orientés vers l'adoption d'une approche globale dans leurs relations commerciales. Cette approche a trouvé une expression dans les accords de coopération économique, technique, et scientifique qui englobent la coopération économique, commerciale, industrielle, scientifique et technique dans un seul document.

Les accords de coopération entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est portent, en règle générale, sur une période à long-terme allant de cinq à dix ans ou plus. Ces accords qui constituent habituellement le moyen d'octroi de crédits aux pays africains sont considérés par les partenaires dans les deux groupes de pays, comme le principal instrument pour l'établissement de leurs relations économiques mutuelles sur une base solide et stable. Les efforts déployés par les pays africains en vue de renforcer leurs relations économiques avec les pays socialistes d'Europe de l'Est sont attestés par la conclusion d'un nombre de plus en plus grand d'accords intergouvernementaux de coopération économique, technique et scientifique. Tous les pays socialistes d'Europe de l'Est signent de tels accords avec un nombre croissant de pays africains.

Parmi les accords de coopération conclus entre pays africains et pays socialistes d'Europe de l'Est, on peut citer ceux qui lient la Bulgarie au Maroc (1968), Nigéria (1978), à la Somalie, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie; la RDA au Mozambique (1978), Nigéria (1979), à Sao Tomé-et-Principe (1979), au Congo et à la Tanzanie; la Tchécoslovaquie au Maroc (1979), Bénin (1979), Nigéria (1979), à l'Ethiopie et à la Guinée; la Hongrie à l'Algérie (1966, 1975), à l'Egypte (1966), Libye (1974), l'Angola (1977), au Nigéria (1977), Sénégal (1978), Ghana, Guinée et Mali; la Roumanie à l'Angola, au Maroc (1968), à l'Ethiopie, au Zaïre (1970); l'URSS au Maroc (1966), au Togo (1978), à l'Egypte, au Nigéria (1978), à l'Ethiopie et l'Angola.

L'éventail des accords de coopération économique, technique et scientifique se concentre sur un nombre réduit de pays africains qui assurent la plus grande partie des échanges de la région avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Il s'agit notamment des pays suivants : Algérie, Egypte, Tunisie, Maroc, Nigéria, Guinée, Angola, Mozambique, Ethiopie, Libye et Tanzanie. Parmi les pays socialistes d'Europe de l'Est, c'est l'URSS qui a signé le plus grand nombre d'accords de coopération puisque déjà en 1978

ce pays avait conclu des accords avec 30 pays africains. L'annexe 2 montre une liste des accords entre les pays socialistes d'Europe de l'Est et les pays africains. Certains des projets ayant déjà été exécutés ou en cours d'exécution dans le cadre de ces accords de coopération ont fait l'objet d'un examen au chapitre précédent. L'élargissement des domaines de coopération économique pour y inclure la production et l'échange de produits industriels en particulier ainsi que la participation d'un plus grand nombre de pays africains à cette coopération pourraient aider à remédier à l'instabilité et au déséquilibre qui existent actuellement dans les échanges commerciaux entre les deux régions.

Mécanismes institutionnels pour la mise en application des accords :
Commissions intergouvernementales

La conclusion d'accords intergouvernementaux constitue peut-être une condition nécessaire mais non suffisante pour un développement soutenu des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Pour qu'ils permettent la réalisation des objectifs mutuellement convenus, les accords intergouvernementaux exigent normalement l'adoption de mesures supplémentaires. A cet égard, la capacité et l'efficacité des mécanismes institutionnels créés en vue de la mise en oeuvre des dispositions de ces accords revêtent une grande importance. Conscients de ce fait important, les pays partenaires en Afrique et en Europe de l'Est socialiste ont, inter-alia mis sur pied des commissions intergouvernementales pour contrôler et évaluer les performances réelles de ces accords de coopération et devant jouer le rôle de stimulant pour le développement des relations économiques et commerciales. La plus grande partie des accords de coopération récemment conclus entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est prévoient la création de commissions conjointes.

D'une manière générale, les commissions conjointes sont des organes permanents regroupant de hauts fonctionnaires des pays partenaires. Du fait de la nature de leur composition, ces commissions sont investies d'une grande autorité pour s'occuper de questions entrant dans le cadre de leurs mandats. Ces mandats comportent habituellement : Revue et évaluation des progrès réalisés dans la mise en application des accords intergouvernementaux; identification des possibilités de renforcement de la coopération économique et commerciale; formulation de mesures et de propositions pour la promotion des relations économiques et trouver des solutions aux problèmes qui se posent dans la mise en application effective des accords existants. En règle générale, les commissions conjointes tiennent leurs réunions par roulement dans les capitales des pays partenaires. Les exemples suivants montrent l'importance que revêtent les activités des commissions intergouvernementales conjointes dans la promotion des relations économiques entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. La première session de la Commission conjointe Roumanie/Ghana pour la coopération économique et technique a élaboré un protocole qui stipulait des mesures en vue de l'exécution finale au Ghana 1/ des programmes

1/ CNUCED, Relations commerciales entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents et le flux commercial qui en résulte : le mécanisme de la coopération entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents (TD/234/Supp.3) para. 40.

de coopération dans les domaines de l'industrie mécanique, du bois, de l'agriculture et d'autres secteurs d'intérêt mutuel. (1) La Commission avait également étudié les mesures propres à promouvoir et à diversifier les échanges commerciaux entre les deux pays.

Lors de la deuxième session de la Commission mixte Pologne/Angola, tenue en 1978, les deux parties étaient convenues d'élargir leur coopération dans l'industrie du bâtiment et de la construction, dans de nombreuses branches de l'industrie, notamment le transport maritime, la pêche et les transports. La Pologne avait accepté d'organiser la formation du personnel requis pour la pêche, de participer à la construction de ports de pêche et d'installer des chantiers de construction de bateaux de pêche ; les mesures ont été proposées en vue de renforcer et de diversifier les échanges entre les parties et les possibilités de coopération ont fait l'objet de discussions, particulièrement dans le secteur minier (cuivre, phosphates et charbon). La deuxième session de la Commission conjointe Pologne/Algérie en 1978 fut l'occasion de la signature d'un accord commercial. La fourniture de coke polonais à une fonderie algérienne fit l'objet d'un accord et en retour la Pologne s'est vu accorder un contrat pour la construction d'un chantier naval à Mars El Kébir. La session de 1978 de la commission mixte Bulgarie/Zambie élaborera le programme de travail pour les activités futures. La Bulgarie se déclara disposée à aider la Zambie à élaborer plusieurs projets industriels, notamment une usine de camions, des usines d'équipement électrique, de matériel agricole ainsi que pour la construction et de centrales thermiques et de réseaux de transmission.

Lors de la première session de la Commission conjointe Nigéria/Roumanie, tenue en juin 1978, les documents suivants ont été élaborés : un accord sur les transports aériens destiné à faciliter les relations commerciales et les échanges commerciaux entre les deux parties, un protocole d'accord concernant les échanges commerciaux de biens et de services pour la période 1978-80; et un protocole d'accord relatif à la coopération économique et aux relations commerciales.

Cependant, les commissions intergouvernementales conjointes n'ont pas toutes pu jouer leur rôle de supervision de la mise en application des accords existants et de promotion des relations économiques entre les pays partenaires. Dans beaucoup de cas, les sessions des commissions conjointes se sont tenues de manière si irrégulière qu'elles ont perdu toute efficacité. L'absence de participation des représentants du secteur privé dans d'autres commissions a quelquefois constitué un obstacle à la mise en oeuvre des recommandations. Les commissions qui ont enregistré le plus grand succès ont été celles qui se sont réunies régulièrement, avec une large représentation et qui ont créé des groupes d'experts de travail chargés de questions spécifiques ayant trait à la coopération économique.

Autres instruments de promotion de la coopération économique et commerciale

Les commissions intergouvernementales conjointes constituent le plus important mécanisme de promotion de la coopération économique et commerciale entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. D'autres instruments et organisations dont les activités complètent celles des commissions dans la promotion des relations économiques sont notamment les bureaux de représentation économique installés dans les pays partenaires, les chambres de commerce des pays partenaires ainsi que des organisations internationales et régionales comme la CNUCED et la CEA.

Tous les pays socialistes d'Europe de l'Est ont installé des bureaux de représentation économique dans beaucoup de leurs pays partenaires importants en Afrique. Généralement, ces bureaux prennent la forme de sections spéciales au sein des Ambassades des pays socialistes et ont un personnel composé d'attachés économiques et commerciaux s'occupant principalement des questions économiques et commerciales. Du fait qu'ils sont sur place, ces fonctionnaires sont en mesure de connaître les problèmes et les possibilités dans le domaine de la coopération commerciale et économique entre leur pays d'origine et les pays partenaires africains. Les bureaux de représentation ont joué un rôle important dans le renforcement des relations économiques entre les pays partenaires en fournissant aux parties concernées des pays où ils sont installés des informations commerciales sur leur pays d'origine, en participant aux travaux des commissions conjointes, en apportant leur assistance dans les opérations d'achat et de vente et l'organisation de foires commerciales et de missions commerciales.

L'efficacité des bureaux de représentation comme instrument de promotion de la coopération commerciale et économique est limitée par deux facteurs. D'abord, dans nombre de ces bureaux l'effectif du personnel commercial est trop limité pour permettre une spécialisation ou des activités de promotion commerciale. En deuxième lieu, dans la plupart des cas, ces bureaux n'ont pas de pouvoir de décision sur place. Ils perdent un temps inestimable et des occasions dans le processus qui consiste à soumettre les questions aux pays qu'ils représentent.

Très peu de pays africains ont des représentation commerciales directes dans les pays socialistes d'Europe de l'Est. Dans beaucoup de cas, ils dépendent de leurs centres de commerce en Europe occidentale pour maintenir des contacts commerciaux avec ces pays socialistes. Il en résulte que les activités de promotion commerciale des pays africains en Europe de l'Est menées par l'intermédiaire de cet organe ne sont pas généralement aussi efficaces que celles menées par leurs partenaires socialistes en Afrique.

Les échanges de missions commerciales constituent un autre mécanisme institutionnel important utilisé à la fois par les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est en vue de promouvoir leurs relations économiques. Ces missions ont, de façon générale, joué un rôle vital en comblant les lacunes existant dans le domaine des informations et en faisant connaître les possibilités de commerce et d'autres formes de coopération économique. Les visites des délégations, qui sont dans certains cas de haut niveau ont quelquefois donné lieu à la signature d'accords bilatéraux ou la prise de décisions cruciales concernant

la coopération économique. Ce fut par exemple lors de la visite du chef d'Etat de la Bulgarie au Nigéria en octobre 1978 que les deux pays sont convenus de la création d'une commission conjointe et du renforcement de leur coopération dans les domaines de l'agriculture et de la construction. Le chef d'Etat de la Bulgarie s'était également rendu en Angola et au Mozambique où des accords similaires ont été signés en vue du renforcement de la coopération économique et commerciale. Même si ces délégations se composent principalement de fonctionnaires du secteur public, des représentants du secteur privé y participent de plus en plus.

Au cours de ces quelques dernières années, les chambres de commerce des pays africains et des pays socialistes d'Europe de l'Est ont joué un rôle important dans la promotion des relations commerciales et économiques entre les deux groupes de pays. Ces institutions ont échangé des missions des informations relatives aux marchés grâce à des publications et à des journaux et participé aux foires commerciales et aux expositions organisées par les partenaires. Dans le but de renforcer leurs liens de coopération, quelques chambres de commerce ont signé des accords bilatéraux. C'est ainsi que la chambre de commerce extérieur de la RDA a des accords de coopération avec ses homologues au Ghana et au Nigéria. La chambre de commerce du Ghana a signé un accord similaire avec la chambre de commerce de la Hongrie.

Les organisations internationales et régionales, spécialement le PNUD, la CNUCED et la CEA sont les autres principales institutions qui contribuent, même si ce n'est qu'indirectement au développement des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. La CNUCED a une division importante chargée des questions ayant trait à la coopération commerciale et économique entre les pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents. La plus grande partie des activités de cette division concerne les relations économiques et commerciales entre les pays socialistes d'Europe de l'Est et les pays en développement y compris les pays africains en développement. La promotion des relations commerciales et économiques entre les deux groupes de pays est considérée par l'organisation comme un élément important de la stratégie destinée à l'instauration d'un ordre économique international plus équitable.

Les activités de la CNUCED ^{1/} consistent principalement en la diffusion des informations appropriées pouvant combler les lacunes dans la connaissance mutuelle des possibilités en matière de coopération économique et commerciale entre les deux groupes de pays. A cet égard, l'organisation a fait entreprendre et publier des études; a fourni des services consultatifs nécessaires et formé un certain nombre de fonctionnaires africains dans le cadre d'un projet financé par le PNUD. Ce projet qui est actuellement à sa deuxième phase s'est fixé l'objectif à long terme de permettre aux pays en développement, y compris l'Afrique, d'obtenir une part plus importante du commerce en expansion avec les pays socialistes d'Europe de l'Est.

^{1/} On trouvera une étude détaillée des activités de la CNUCED en vue de la promotion des relations commerciales entre les pays socialistes et ceux en développement dans le document intitulé : Activités de la CNUCED en matière d'assistance technique pour le développement du commerce entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est, TD/B/657, juin 1977.

La participation de la CEA aux efforts visant à promouvoir les relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est est récente et demeure relativement limitée. Elle s'est faite principalement sous la forme de collaboration avec la CNUCED dans les activités que celle-ci mène dans la région africaine. Etant donné l'importance que les chefs d'Etat et de gouvernement attachent à la coopération économique avec les pays socialistes d'Europe aux termes du Plan d'Action de Lagos comme étant un élément important dans la stratégie de développement de la région, la CEA commence à jouer un rôle important dans la promotion des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est.

L'analyse qui précède montre la grande variété de mécanismes et d'institutions de coopération qui existent et qui contribuent à la promotion des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Ces mécanismes comprennent les organismes institutionnels gouvernementaux et non gouvernementaux permanents et ad hoc. L'utilisation et le développement effectif de ces organismes devraient contribuer à renforcer la croissance et le dynamisme des relations économiques entre les deux groupes de pays.

CHAPITRE 4

OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES ENTRE PAYS AFRICAINS ET PAYS SOCIALISTES D'EUROPE DE L'EST

Même si l'importance et la portée des relations commerciales et économiques entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est se sont considérablement accrues au cours de ces deux dernières décennies, ces relations pourraient être développées davantage. La part des échanges entre les deux régions dans leur commerce respectif total est relativement faible et, comme il a été indiqué au chapitre 1 de la présente étude, cette part a eu tendance à décroître au cours de ces dernières années. Jusqu'ici très peu de pays africains ont des relations économiques stables avec les pays socialistes d'Europe de l'Est en dépit des nombreuses déclarations des dirigeants des deux régions préconisant l'accroissement et le renforcement de leur coopération économique. Le présent chapitre se propose d'étudier les facteurs qui ont été à l'origine de ce phénomène.

Les obstacles au développement des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est sont nombreux et complexes. Ils sont principalement nés des conditions politiques et économiques spécifiques aux deux régions et de la situation générale de l'économie mondiale. Les problèmes qui gênent le développement des relations économiques et commerciales entre les deux régions sont notamment l'héritage historique et son influence sur le mode africain de consommation et d'échanges; d'expérience limitée des pays socialistes d'Europe de l'Est dans le commerce avec les pays africains, les obstacles dans les approvisionnements, le manque d'informations sur les possibilités commerciales, l'insuffisance des facilités de transport et de communication; le déséquilibre commercial, le change, les difficultés financières et de crédits; la situation politique et économique globale en Afrique et dans les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Rôle de l'héritage historique

Parmi les facteurs qui sont à l'origine du faible niveau de la coopération économique et commerciale entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est, l'influence de l'héritage historique constitue l'un des plus importants. La plupart des pays en développement ont été à un moment donné, les colonies des pays développés à économie de marché d'Europe occidentale, comme il en a été déjà fait mention dans la présente étude. Pendant la période coloniale, les modes de production et de consommation des colonies étaient orientés principalement vers le développement du commerce avec les colonisateurs. Après leur accession à l'indépendance, de nombreux pays africains ont déployé des efforts en vue de transformer leurs modes de production et de consommation et de diminuer leur dépendance vis-à-vis des anciennes puissances coloniales; toutefois le processus de cette transformation a été relativement lent du fait que l'héritage colonial avait finalement force de tradition. Le conservatisme des rapports consommateur-producteur né des anciens liens coloniaux constitue un obstacle majeur au développement des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Du fait de leur longue association avec les pays développés à économie de marché, les pays africains ont pris goût aux produits de la technologie occidentale. La longue expérience que les pays développés à économie de marché ont acquise dans les échanges avec les pays africains leur a également permis d'adapter leurs produits aux conditions spécifiques qui prévalent en Afrique: climat, configuration géographique etc... Pendant la période coloniale, divers organes et moyens institutionnels ont été créés et ont continué après l'indépendance à renforcer les échanges entre les pays africains et les pays développés à économie de marché. C'est ainsi par exemple que dans de nombreux villages africains on trouve des mécaniciens et des techniciens qui ont acquis de l'expérience dans l'entretien de véhicules de marque occidentale comme Leyland, Peugeot, Fiat etc. Par contre, les pays socialistes d'Europe de l'Est sont des nouveaux venus sur le marché africain et beaucoup de leurs produits n'y ont pas encore été testés. Le fait que les consommateurs et les importateurs africains ne se soient pas encore familiarisés avec les produits des pays socialistes explique, dans une certaine mesure la préférence accordée aux produits des pays développés à économie de marché.

Cependant, dans beaucoup de cas, la préférence accordée par les consommateurs et les importateurs africains aux produits occidentaux ne résulte pas simplement de leur conservatisme, mais aussi de décisions économiques nationales. Du fait qu'ils sont des nouveaux venus sur le marché africain, de nombreux pays socialistes d'Europe de l'Est n'ont pas encore acquis l'expérience pouvant leur permettre d'adapter leurs produits aux conditions africaines. Ainsi beaucoup de pays africains se plaignent principalement de la qualité des produits, spécialement les machines et l'équipement, fournis par les pays socialistes. Ce problème est quelquefois aggravé par l'insuffisance des services après-vente et l'absence de personnel local qualifié pour l'entretien de cet équipement.

L'influence de l'héritage historique et de la tradition ne se limite pas aux importations dans le commerce africain avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. La plus grande partie des exportations traditionnelles de l'Afrique est destinée aux pays développés à économie de marché qui sont habitués depuis longtemps à les consommer. En effet, la culture de certains de ces produits a été introduite en Afrique par les anciennes puissances coloniales. Ce n'est que récemment que les populations des pays socialistes d'Europe de l'Est se sont habituées à la consommation en grande quantité de produits importants en provenance d'Afrique comme les huiles végétales, le cacao et le café. La consommation traditionnelle limitée des produits africains par les pays socialistes a non seulement eu pour résultat un niveau relativement bas de la demande mais également le manque relatif de compétences et d'organisation pour les échanges de ces produits. C'est ainsi, par exemple, qu'une partie considérable des opérations d'achat de ces produits par les pays socialistes d'Europe de l'Est s'effectue par des intermédiaires dans des pays tiers, en particulier les anciennes puissances métropolitaines.

Les liens économiques traditionnels entre beaucoup de pays africains et les pays développés à économies de marché, particulièrement les anciennes puissances coloniales sont encore relativement solides. Certains des organes et institutions de commerce extérieur dans les pays africains en développement - banques, compagnies de transport maritime etc. - ont été créés pendant la période coloniale en vue de développer les échanges avec les puissances métropolitaines d'Europe occidentale. Bien qu'il soit apparu, pendant la période post-indépendance, quelques mesures d'indigénisation des opérations de ces institutions, leurs activités tendent de manière générale à s'orienter vers les partenaires traditionnels, à savoir les pays développés à économie

de marché. Dans le cadre des efforts visant à maintenir les liens économiques traditionnels, l'on crée quelquefois des obstacles aux nouveaux venus dans le commerce africain, notamment aux pays socialistes d'Europe de l'Est. Par exemple, les compagnies maritimes desservant les ports africains ayant des relations officielles avec les fournisseurs traditionnels des marchés africains rejettent quelquefois des offres faites par les pays socialistes ou offrent leurs services à ces derniers à des prix exorbitants. De même les banques commerciales qui jouent un rôle important dans le financement du commerce extérieur africain fournissent rarement leurs services pour le commerce avec les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Les autres éléments de l'héritage historique qui ont renforcé la tendance des pays africains à faire du commerce avec les anciens pays métropolitains concernent également la communauté de langue, l'existence de zones monétaires et l'utilisation des monnaies de certaines des anciennes puissances coloniales dans le commerce extérieur. Les préférences douanières accordées à certains pays africains par les anciennes puissances métropolitaines ont également quelque peu contribué au renforcement des liens commerciaux traditionnels et il en a quelquefois résulté une certaine discrimination dans le commerce africain à l'égard des nouveaux venus, y compris les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Insuffisances des facilités de transport et de communication

L'un des problèmes majeurs auxquels les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est sont confrontés dans le développement de leurs relations économiques et commerciales est l'insuffisance des infrastructures nécessaires, en particulier dans le domaine des transports et communications. La plus grande partie des échanges de l'Afrique avec le reste du monde s'effectue grâce à des transporteurs étrangers n'assurant pas de services directs entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. De même, bien que les flottes marchandes des pays socialistes d'Europe de l'Est se soient accrues rapidement au cours de ces dernières années ^{1/}, elles ne sont pas encore suffisamment développées pour être en mesure d'assurer le transport de tous les produits faisant l'objet de leurs échanges internationaux. De sorte que les pays socialistes, tout comme la plupart, de leurs partenaires commerciaux africains doivent dépendre d'intermédiaires pour le transport de la plus grande partie de leurs produits dans le cadre de leurs échanges commerciaux avec l'Afrique. L'absence de liens directs de transport entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe et leur dépendance vis-à-vis des transporteurs de pays tiers pour la plus grande partie des échanges ont fait que leurs produits ne sont pas toujours fournis aux uns et aux autres aussi rapidement et fréquemment qu'il serait souhaitable. Le problème de l'absence de liaisons directes de transport a été accentué par celui des longues distances géographiques qui séparent les deux régions. C'est ce qui a fait que les coûts de transport sont très élevés par rapport à la valeur unitaire de certaines marchandises. Les coûts élevés de transports et le long délai de livraisons de part et d'autre constituent des obstacles importants au développement des échanges commerciaux entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est.

^{1/} Voir l'Annexe 4 pour la liste de compagnies de transport maritime reliant l'Afrique aux ports soviétiques.

Un réseau de communications reliant les partenaires et ayant l'importance et l'efficacité requises est une condition préalable à un développement soutenu de tous échanges commerciaux. La plupart des liaisons entre l'Afrique et l'étranger passent par les anciennes métropoles. En effet, cette situation est si vraie que parfois des pays africains voisins ne peuvent pas communiquer entre eux sans passer par une ancienne métropole en Europe occidentale. Très peu de liens directs de communications existent entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. L'insuffisance de ces liens de communication a fait que les possibilités qui existent en matière d'échanges commerciaux n'ont pas pu être pleinement exploitées. Il y a eu des cas où des possibilités réelles d'échanges commerciaux ont été perdues à cause de la situation médiocre des communications entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Conscients de l'importance vitale des transports et des communications dans le développement des échanges commerciaux, de nombreux pays partenaires africains et d'Europe de l'Est ont renforcé au cours de ces dernières années, leurs efforts en vue d'améliorer leurs structures. Ainsi les transports aérien et maritime sont devenus un domaine de coopération entre les partenaires dans les deux régions. Parmi les accords de coopération récemment conclus, dans ce domaine, on peut citer ceux que l'Ethiopie, l'Algérie et le Ghana ont signés avec l'URSS, et le Mozambique avec la RDA. Le renforcement de la coopération dans ce domaine devrait aider à réduire les conséquences néfastes que les problèmes de transport et de communication ont sur le développement des échanges commerciaux.

Problèmes d'approvisionnement

Le développement des échanges commerciaux entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est requiert non seulement des réseaux suffisants de transport et de communications entre les deux régions mais également l'absence de sérieux obstacles dans la production et la fourniture des produits devant faire l'objet d'échanges commerciaux. Les possibilités existantes dans le domaine de la coopération économique et commerciale n'ont pas toujours été pleinement exploitées du fait que les pays n'ont pas été en mesure de fournir à leurs partenaires commerciaux les produits dont ils ont besoin en respectant les quantités et la qualité spécifiées. Les problèmes d'approvisionnement se sont posés non seulement à l'Afrique dans ses échanges avec les pays socialistes d'Europe de l'Est mais également aux pays développés à économie de marché.

En Afrique, ces obstacles touchent non seulement les produits finis et manufacturés mais aussi les produits de base traditionnels d'exportation. Les performances relativement médiocres du secteur agricole ^{1/} (imputable à des facteurs comme l'exode rural, aux politiques inappropriées de fixation des prix agricoles, aux

^{1/} En 1977 par exemple, pour 17 pays africains en développement, la valeur ajoutée des produits agricoles a baissé par rapport à celle de 1976 et pour 3 autres elle est restée inchangée ou a augmenté de moins de 1 pour cent. Sur les 29 autres pays, 8 ont eu des taux de croissance de moins de 2 p. 100; ce taux a été de 2 à 3 pour cent pour certains pays, de 3 à 5 pour cent pour cinq pays et seuls 5 pays ont enregistré un accroissement de la production de plus de 5 p. 100. CEA, les Conditions économiques et sociales en Afrique 1978-1979 Première partie, p. 40.

conditions climatiques hostiles) ainsi que la demande intérieure croissante ont considérablement réduit les excédents exportables en ce qui concerne les principaux produits agricoles d'exportation. En 1978 par exemple, les niveaux de production du cacao, du tabac, du sisal, du café, des olives, de l'huile de palme et des noix de palme ont baissé jusqu'à leurs niveaux de l'année précédente tandis que ceux de la production de thé, de coton, des agrumes, des ananas et du caoutchouc n'ont accusé que de modestes accroissements 1/. Le déclin des excédents exportables est en partie responsable de la diminution au taux d'exportations des produits agricoles qui a passé de 100 pour 1969-1971 à 80 pour 1978 2/.

Dans les pays socialistes d'Europe de l'Est, les organisations de commerce extérieur opèrent dans le cadre des plans nationaux comme il en a été fait mention antérieurement. Ces organisations considèrent que la stabilité des fournitures des produits d'importation requis revêt une importance capitale pour l'exécution effective de leurs plans. La baisse des excédents et les fluctuations notées d'année en année dans la production ont limité la capacité de nombreux pays africains de fournir à leurs partenaires d'Europe de l'Est, les principaux produits d'exportation.

Le facteur limitatif que constitue l'insuffisance des approvisionnements pour les échanges commerciaux africains avec les pays socialistes d'Europe de l'Est est encore plus grave pour les produits manufacturés que pour les produits agricoles. Le principal facteur de la relative insignifiance des produits manufacturés dans les exportations d'Afrique vers les pays socialistes d'Europe de l'Est est l'incapacité notoire de la plupart des pays de la région de fabriquer ces produits pour le marché d'exportation. La faiblesse relative des compétences techniques, dans les domaines de la gestion et des entreprises, le manque d'expérience généralisé de la main-d'oeuvre, l'absence de capitaux et de savoir-faire technologique et l'insuffisance des infrastructures constituent les principaux obstacles à l'industrialisation de la région. En outre, les marchés de la plupart des pays africains en développement sont encore réduits, tout au moins plus petits que la capacité optimale nécessaire à une production efficace de nombreux produits industriels. Dans les pays africains ayant un assez haut niveau d'industrialisation, celle-ci a été réalisée grâce à l'adoption d'une stratégie de produits de substitution des importations et à la protection des industries nationales. Les mesures protectionnistes ont permis dans certains cas le développement d'une structure non-compétitive de coûts dans les secteurs industriels des pays africains au développement. De nombreux pays socialistes d'Europe de l'Est considèrent les problèmes relatifs au caractère non-compétitif des prix; de la qualité et du conditionnement des industries africaines comme un obstacle qui les empêche d'importer les produits. Cependant, dans la majorité des pays africains, il n'existe pas d'excédents exportables de produits manufacturés, le processus de fabrication des produits de substitution aux importations étant loin d'être achevé.

1/ Ibid, p. 41

2/ Ibid, p. 45

Les conséquences du problème des approvisionnements sur le développement des échanges commerciaux entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est n'affectent pas les premiers seulement. Bien que le potentiel technologique et industriel des pays socialistes d'Europe de l'Est se soit considérablement accru au fil des années, ils n'ont pas la capacité d'adapter la production de certains produits manufacturés aux besoins spécifiques de l'Afrique.

Dans les pays socialistes d'Europe de l'Est, les entreprises de commerce extérieur opèrent dans le cadre de plans annuels de production. Les commandes en matière d'exportation doivent être incorporées dans ces plans. Cela signifie que les commandes doivent être placées bien à l'avance. Les importateurs, dans nombre de pays africains ne sont pas habitués au système de projections à long-terme des besoins en matière d'importation, spécialement en ce qui concerne les pièces de rechange. Par ailleurs, les permis d'importation dans certains pays, rendent difficile le placement de commandes pour les besoins annuels. Les facteurs ainsi que le fait que de nombreux importateurs en Afrique ne savent pas qu'il faut beaucoup de temps aux entreprises d'échanges commerciaux extérieurs des pays socialistes pour incorporer les commandes dans leurs plans expliquent le fait que parfois ces importateurs soient incapables d'utiliser pleinement le potentiel d'approvisionnement des pays socialistes.

Les lacunes dans le domaine de l'information

L'identification et l'utilisation effective des possibilités de marché exigent l'accès aux informations non seulement en ce qui concerne les goûts des consommateurs et la situation prévalant en matière d'approvisionnement mais aussi les réglementations potentiels, notamment les réglementations concernant les produits et les nomenclatures des tarifs dans les pays partenaires. Il existe aussi bien dans les pays africains que dans les pays socialistes d'Europe de l'Est, des lacunes importantes dans la connaissance des possibilités de coopération commerciale et économique. L'absence d'informations suffisantes et adéquates constitue l'un des principaux obstacles au développement de la coopération économique entre les deux régions.

Comme il a été indiqué au chapitre précédent, le cadre institutionnel pour la promotion de la coopération commerciale et économique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est consiste principalement en représentation commerciale et en échanges de missions commerciales. L'intensité des efforts de promotion des échanges grâce à ces mécanismes a été relativement faible, du fait que les bureaux de représentation commerciale n'ont pas suffisamment de personnel et ne sont pas investis de pouvoir important pour prendre des décisions sur place et étant donné que les échanges de missions commerciales sont rares et irréguliers. En général, les pays socialistes d'Europe de l'Est ont eu tendance à compter sur la bonne volonté qu'ils rencontrent en Afrique pour assurer le développement des échanges commerciaux. Leurs activités de promotion de ces échanges n'ont pas été aussi extensives et diversifiées que celles menées par les pays développés à économie de marché : il n'y a pas d'utilisation systématique de la publicité et des représentants commerciaux des entreprises etc. Bien que la participation des pays socialistes d'Europe de l'Est aux foires africaines nationales et internationales ait augmenté au cours de ces dernières années, le niveau de cette participation est encore très bas par rapport à celui des pays développés à économie de marché qui ont déjà des mécanismes développés d'échange avec l'Afrique. Le Japon, tout comme les pays socialistes d'Europe de l'Est, est un nouveau venu dans le commerce avec l'Afrique. Ses réalisations commerciales avec l'Afrique ont été de loin plus importantes que celles des pays socialistes d'Europe de l'Est en partie à cause de ses activités de promotion commerciales plus extensives dans la région.

Quand bien même la portée des efforts de promotion commerciale des pays socialistes d'Europe de l'Est en Afrique, tout comme le commerce lui-même, est limitée, ces efforts sont plus importants que ceux déployés par les pays africains pour développer les échanges avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Cette situation s'explique, d'une part par l'insuffisance des ressources dont disposent la plupart des pays africains pour la promotion de leurs exportations vers les marchés étrangers et d'autre part du fait que les pays développés à économie de marché utilisent beaucoup de ressources pour des campagnes de promotion commerciale. Les déclarations souvent répétées des pays africains et des pays socialistes d'Europe de l'Est préconisant le renforcement de leur coopération économique et commerciale n'ont pas été soutenues par des efforts intensifs visant à accroître leur connaissance des possibilités existant dans le domaine de la coopération économique et commerciale.

Déséquilibre commercial et difficultés financières et de change

A quelques exceptions près, les pays africains ont accusé des déficits dans leurs échanges avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Ces déficits n'auraient pas constitué un obstacle au développement de la coopération économique et commerciale entre les deux groupes de pays si les pays africains avaient été en mesure d'avoir des excédents dans leurs échanges globaux. Mais comme il a été indiqué auparavant, dans la présente étude, la participation de l'Afrique dans les échanges commerciaux internationaux est essentiellement caractérisée par des déficits de plus en plus importants dans les domaines du commerce et des paiements. Rares sont les pays africains qui ont été à l'abri du problème du déficit commercial et des paiements.

Le problème des devises étrangères qui se posent au niveau du déficit commercial et des paiements a eu des effets néfastes sur les activités économiques des pays africains et a obligé nombre de ces pays à réduire le volume de leurs importations. Les lourdes conséquences de cet ajustement ont tout naturellement été plus sensibles sur les pays qui ont eu en permanence des excédents dans leurs échanges avec l'Afrique. Ceci explique, dans une certaine mesure, le fait que les pays socialistes d'Europe de l'Est fassent l'objet, directement ou indirectement, de mesures discriminatoires dans leurs relations commerciales avec certains pays africains. Si les échanges étaient plus équilibrés, cela atténuerait le problème et contribuerait au développement de la coopération économique et commerciale entre les deux groupes de pays. Cet objectif peut être atteint si les pays socialistes d'Europe de l'Est consacrent une partie plus importante des excédents qu'ils réalisent dans leurs échanges avec les pays africains à l'achat des produits de ces derniers. Les pays africains devraient contribuer à cette action en déployant davantage d'efforts dans la promotion des échanges commerciaux avec l'Europe de l'Est et en adoptant des mesures propres à améliorer la compétitivité de leurs produits d'exportation en ce qui concerne les prix, la qualité et les fournitures.

Il ne fait aucun doute, que les difficultés des balances de paiement des pays socialistes d'Europe de l'Est constituent également un facteur limitatif dans leurs efforts de promotion des relations économiques avec les pays africains. Beaucoup de pays socialistes d'Europe de l'Est, tout comme leurs partenaires commerciaux africains sont confrontés à des problèmes de manque de devises étrangères. Dans leurs tentatives de réduire au minimum l'utilisation des devises, ils se sont quelquefois lancés dans l'élimination ou la réduction des produits qu'ils considèrent comme non-essentiels. C'est ainsi que certains produits africains d'exportation

comme le cacao, les fruits tropicaux, le café ont été et sont encore importés en quantités réduites par les pays socialistes d'Europe de l'Est même s'ils ont des marchés réelles, pour ces produits.

Les difficultés de balances de paiement que connaissent certains pays socialistes d'Europe de l'Est les ont également forcés à éviter ou à réduire au minimum, autant que faire se peut, les octrois de crédits aux pays africains qui feraient intervenir des dépenses de devises étrangères. En règle générale, les crédits accordées par les pays socialistes d'Europe de l'Est aux pays africains sont assortis de conditions d'achats de produits de ces pays. Les coûts locaux des projets de coopération auxquels les pays d'Europe de l'Est participent sont rarement à la charge de ces derniers du fait qu'ils pourraient impliquer des dépenses de devises étrangères. Ceci a donné naissance à une situation qui fait que de nombreux pays africains en développement ne peuvent accepter ou utiliser effectivement les crédits en provenance des pays socialistes d'Europe de l'Est. La désillusion que cet aspect particulier de politique d'aide des pays socialistes d'Europe de l'Est a créée n'a pas été de nature à favoriser le développement des relations économiques entre les deux régions.

Dans le chapitre précédent, les effets des arrangements des paiements par compensation sur les échanges commerciaux entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est ont été examinés. L'abandon du système de compensation bilatérale pour celui des paiements multilatéraux a atténué les conséquences néfastes des arrangements de paiement sur l'expansion du commerce entre les deux régions. Toutefois, des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est sont encore confrontées à d'autres problèmes de financement. Les banques commerciales privées et d'investissement dans certains pays africains sont conservatrices et sont reticentes à soutenir les échanges commerciaux et les projets conjoints auxquels participent les pays socialistes d'Europe de l'Est. Ce conservatisme est encore plus prononcé au sein des institutions financières internationales, qu'elles soient privées ou au système des Nations-Unies, notamment la BIRD, la SFI ou l'AID. Le fait que les partenaires, dans la coopération n'ont pas accès aux sources internes et externes de financement a quelquefois eu des effets néfastes sur leurs capacités de mettre en oeuvre les principaux projets, en particulier ceux impliquant des investissements initiaux importants.

Obstacles politiques à la coopération commerciale et économique

Pendant la période coloniale, les relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est ont été entravées par la Guerre froide Est-Ouest. Les rapports commerciaux directs entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est ont été découragés par les puissances coloniales qui craignaient que ces rapports puissent mettre en danger leurs intérêts dans les colonies et servir de moyens de destabilisation de ces territoires. Avec l'accession à l'indépendance et l'adoption d'une politique étrangère de non-alignement, la plupart des pays africains changèrent d'attitude dans leurs relations commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Toutefois, il existe encore dans un nombre limité de pays africains, un climat politique né de la période coloniale qui est peu favorable à la promotion de la coopération économique et commerciale entre pays africains et pays socialistes

d'Europe de l'Est entretiennent des relations économiques et commerciales de plus souvent au niveau intergouvernemental. Ce fait explique l'instabilité politique plus grande dans ces relations comparativement aux relations entre les pays africains et les pays développés à économie de marché. Les relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est ont eu tendance, dans beaucoup de cas, à être déterminées par les fluctuations des relations politiques; lorsque celles-ci sont crispées, cela conduit à une contraction des échanges commerciaux et vice-versa.

L'analyse précédente montre la complexité et la variété des problèmes qui se posent au développement des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Au cours de ces dernières années, les pays partenaires des deux régions ont intensifié leurs efforts pour éliminer certains des obstacles sus-mentionnés à la coopération commerciale et économique entre eux. Ce sont ces efforts ainsi que la bonne volonté manifeste des deux régions qui ont fait que les perspectives des relations commerciales et économiques sont brillantes.

CHAPITRE 5

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES ENTRE LES PAYS AFRICAINS ET LES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE DE L'EST

Evolution récente dans les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est

Bien que le niveau actuel de la coopération économique et commerciale entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est soit relativement bas, les possibilités d'un développement futur de cette coopération sont bonnes. Cet optimisme concernant l'avenir des relations économiques entre les deux groupes de pays est fondé sur l'évaluation de l'impact probable que pourrait avoir certains événements politiques et économiques.

Le plus important des facteurs favorables au développement des relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est est l'objectif déclaré par les dirigeants de 9 pays de développer et de renforcer ces relations. Comme il en a déjà été fait mention, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays africains ont récemment recommandé, dans le cadre de la stratégie de l'Afrique pour le développement économique rapide, la promotion et le renforcement de la coopération économique et commerciale avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Compte tenu de cette recommandation, on peut s'attendre à l'adoption prochainement par de nombreux pays africains de mesures politiques visant à renforcer les relations économiques et commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Du côté de ces derniers, il y a également eu des déclarations individuelles et collectives claires de la volonté de renforcer la coopération économique et commerciale avec les pays en développement y compris ceux d'Afrique. C'est ainsi que lors de la trente-troisième Session du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) en juin 1979, les Etats membres ont réaffirmé leur volonté de promouvoir davantage la coopération avec les pays en développement en vue de donner à la division internationale du travail une base plus juste, plus équitable et mutuellement profitable, et de contribuer à la restructuration des relations économiques internationales ^{1/}. Les importants problèmes auxquels les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est sont confrontés dans leurs relations commerciales avec les pays développés à économie de marché (spécialement les politiques protectionnistes de ces derniers pays), les ont forcés à orienter davantage leur attention vers les uns les autres dans leurs relations économiques internationales.

Les perspectives favorables que l'on espère pour la coopération économique et commerciale entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est sont fondées non seulement sur la volonté exprimée des deux groupes de pays mais

^{1/} CNUCED, Etude des Tendances et des Politiques dans le commerce entre pays ayant des Systèmes Economiques et Sociaux différents (TD/B/754) Août 1979, para.9

aussi sur certaines mesures prometteuses prises de part et d'autre au cours de ces dernières années.

Dans de nombreux pays socialistes d'Europe de l'Est, certaines réformes dans les systèmes économiques et de gestion qui peuvent avoir d'importantes conséquences sur les relations économiques et commerciales avec les pays africains ont été récemment mises en application. Il s'agit notamment de changements ayant pour but d'accroître la flexibilité et l'indépendance des organisations de commerce extérieur dans le processus de prise de décisions concernant les échanges et la production. Ces changements devraient renforcer l'efficacité des moyens d'allocation des ressources en faveur des organisations de commerce extérieur des pays socialistes d'Europe de l'Est et améliorer leur compétitivité vis-à-vis des pays développés à économie de marché dans les relations commerciales avec les pays africains en développement.

La souplesse croissante que l'on note dans les relations économiques extérieures des pays socialistes d'Europe de l'Est est attestée également par l'inclusion d'éléments multilatéraux dans les arrangements de paiement. C'est ainsi qu'il y a eu, comme il a été déjà fait remarquer dans la présente étude, l'important abandon du système de compensation en faveur du paiement en monnaies convertibles dans les relations économiques et commerciales entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est. L'offre faite par les pays socialistes aux pays en développement de participer au système de paiement en roubles transférables constitue une autre décision visant à la multilatéralisation des paiements entre les deux groupes de pays. La participation des pays africains en développement à ce système va élargir la portée de leurs relations économiques et commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Toutefois, il sera nécessaire de prendre d'autres mesures, notamment l'amélioration des conditions de la participation et le renforcement de la convertibilité des roubles transférables en vue de rendre la participation au système de roubles transférables plus attrayante pour les pays africains en développement.

Dans de nombreux pays africains en développement certains changements économiques, sociaux et institutionnels qui ont été récemment introduits ou qui vont l'être sont susceptibles d'accroître le dynamisme des relations économiques et commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Il s'agit notamment d'actions visant à l'indigénisation de leurs économies pour en contrôler les leviers de commande. Ces actions visent en partie à réduire la main-mise des sociétés transnationales sur les économies de pays africains en développement. Les activités des sociétés transnationales en Afrique constituent un facteur important dans la dépendance excessive, de la région vis-à-vis des pays développés à économie de marché et un obstacle au développement de ses relations économiques et commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Un corollaire de l'indigénisation croissante des économies de nombreux pays africains est le renforcement du secteur public. Dans certains de ces pays, des organisations d'Etat de commerce extérieur, des banques d'Etat et des conseils de planification d'Etat ont été créés. Cette évolution est susceptible de jouer un rôle de stimulant dans la coopération économique et commerciale entre ces pays et les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Les perspectives pour les relations économiques et commerciales entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est semblent particulièrement

prometteuses à cause de l'accroissement important au cours de ces dernières années de l'éventail des accords bilatéraux intergouvernementaux entre les pays de ces deux régions. Font partie des pays signataires, non seulement les pays indépendants d'Afrique, Angola, Cap Vert, Guinée Bissau et Mozambique mais aussi de plus vieilles nations africaines qui n'avaient précédemment aucune relation avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. L'approche globale que les pays partenaires dans les deux régions sont en train d'adopter revêt une signification particulière dans leurs relations économiques. Contrairement à ce que l'on pouvait constater pendant les années précédentes, lorsqu'il n'y avait que des arrangements purement commerciaux qui prédominaient dans les relations entre les deux régions, il s'est opéré au cours de ces dernières années un processus de plus en plus important d'incorporation d'autres formes de coopérations dans ces relations. C'est ainsi par exemple que des projets conjoints entrepris par les pays partenaires ont constitué une forme importante de coopération. L'éventail croissant des accords bilatéraux, notamment ceux du type à long-terme ainsi que l'adoption d'une approche plus globale dans la coopération économique fournissent une solide base pour le développement futur des relations économiques et commerciales entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Au cours de ces dernières années les pays africains partenaires et les pays socialistes d'Europe de l'Est ont intensifié leurs efforts en vue de résoudre certains des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs échanges commerciaux. C'est ainsi par exemple que les pays des deux régions ont conclu plusieurs nouveaux accords sur les transports en vue de réduire les obstacles que constitue l'insuffisance des facilités de transport maritimes (ex: la RDA avec le Mozambique, l'URSS avec l'Algérie, l'Ethiopie et le Ghana).

Cependant, il existe quelques événements qui pourraient créer des difficultés dans le développement des échanges commerciaux entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Entre 1977 et 1979, le CAEM a adopté des programmes à long-terme de coopération dans les domaines de l'énergie, des combustibles des matières premières, de l'agriculture et de l'industrie alimentaire ^{1/}. Le principal objectif de ces programmes est de répondre aux besoins des pays membres et de réaliser l'autosuffisance dans ces domaines. La mise en oeuvre de ces programmes conformément au mode fixé pourrait réduire davantage la dépendance actuelle/limitée des pays socialistes d'Europe de l'Est vis-à-vis des pays en développement (y compris ceux d'Afrique) pour les produits de base. Ce développement pourrait renforcer l'attitude de quelques planificateurs dans les pays socialistes d'Europe de l'Est qui consiste à considérer les pays africains en développement comme des fournisseurs marginaux à l'exception de produits tropicaux comme le café et le cacao qui ne peuvent pas être produits par les pays d'Europe de l'Est.

Ironiquement, la croissance des échanges commerciaux entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est dépendait, dans le passé et dans une certaine mesure de l'état de leurs relations commerciales avec des pays tiers, spécialement avec les pays développés à économie de marché. Cela

^{1/} 1/ CNUCED, Etude des Tendances et des Politiques en matière de commerce entre des pays ayant des Systèmes économiques et Sociaux différents, TD/B/754, Août 1979 para. 11

était dû au fait que les échanges avec ce dernier groupe de pays constitue, pour les deux régions, la principale source de devises étrangères et de recettes d'exportation qui sont utilisées pour le financement des fournitures réciproques de produits. Les difficultés de plus en plus grandes que connaît le commerce avec les pays développés économie de marché, même si elles ont eu tendance à accroître la volonté à la fois des pays africains en développement et des pays socialistes d'Europe de l'Est de renforcer les relations économiques, pourraient constituer un obstacle réel au développement des échanges commerciaux entre les deux régions.

Perspectives de la demande d'exportations africaines dans les pays socialistes d'Europe de l'Est

Les exportations africaines vers les pays socialistes d'Europe de l'Est consistent principalement en produits de base, produits agricoles et miniers. La plupart des pays socialistes ont un secteur agricole capable de satisfaire la plupart de leurs besoins en ce qui concerne les matières premières et les produits alimentaires. De même, du fait de l'existence d'immenses ressources minières et autres dans certains pays socialistes d'Europe de l'Est, en particulier l'URSS, la région est probablement plus autosuffisante en ce qui concerne les produits de base qu'aucun autre groupe de pays. C'est pourquoi ces ressources naturelles et le programme à long-terme ci-dessus mentionné dont l'objectif est de permettre aux pays socialistes de compter davantage sur leurs propres ressources semblent indiquer dans l'avenir une baisse de la demande de la région pour les produits de base d'exportation traditionnels des pays africains. D'autres facteurs indiquent cependant la possibilité d'une tendance contraire.

Bien que les pays socialistes d'Europe de l'Est espèrent pouvoir satisfaire la plupart de leurs besoins en matière de produits de base grâce à la mise en valeur des ressources internes et le développement des approvisionnements réciproques au sein des pays membres du CAEM, la rareté relative de certaines ressources ainsi que l'accroissement rapide de la demande interne semblent rendre inévitable l'importation de nombreux produits de base d'autres pays, y compris les pays africains. Reconnaissant le fait que les approvisionnements en provenance des autres pays membres du CAEM ne suffiront pas à satisfaire leurs besoins en produits de base, tous les pays socialistes d'Europe de l'Est les pays envisagent dans leurs plans l'augmentation des importations provenant de pays hors de leur région. Tous les plans envisagent également le renforcement de la coopération économique et commerciale avec des pays non-membres, l'objectifs étant de tirer le maximum d'avantages de la division internationale du travail. En effet, les accords commerciaux à long-terme conclus avec de nombreux pays africains en développement ainsi que les projets conjoints adoptés par les pays socialistes d'Europe de l'Est constituent une preuve de leur volonté de développer et de stabiliser les relations commerciales pour une longue période. Les relations économiques et commerciales entre les deux régions devraient, pense-t-on, se développer grâce à ces accords à long-terme.

Un autre facteur important susceptible de contribuer au renforcement des capacités des marchés des pays socialistes d'Europe de l'Est d'aborder des exportations africaines est la rapide expansion de leurs économies. Les taux de croissance dans ces pays au cours de ces deux dernières décennies ont été substantiellement

plus élevés que ceux enregistrés dans la plupart des pays des autres régions développées et sous-développées du monde 1/. En supposant que les économies des pays socialistes vont davantage se développer avec des taux similaires ou même légèrement inférieurs, l'on peut prévoir une augmentation importante, dans l'avenir de leur demande de nombreux produits de base africains d'exportation, à la fois pour l'utilisation industrielle et pour la consommation.

Les plans quinquennaux en cours d'exécution dans les pays socialistes d'Europe de l'Est prévoient une croissance importante de leurs industries lourdes, particulièrement celles de la construction mécanique. Cette expansion planifiée va donner naissance à une demande pour des métaux ferreux et non-ferreux comme l'aluminium, le cuivre, le zinc, le plomb, l'étain et le fer. Les pays socialistes d'Europe de l'Est coopèrent déjà, comme il a été indiqué au chapitre 2, avec plusieurs pays africains dans l'exploitation des ressources minières en vue d'obtenir une partie des produits des projets de coopération.

Pour beaucoup des pays socialistes d'Europe de l'Est, le secteur agricole a été caractérisé pendant ces dernières années par une croissance relativement faible. Les performances relativement médiocres de ce secteur sont les causes de l'augmentation des importations de céréales des pays développés à économie de marché. Les pays socialistes d'Europe de l'Est ont par conséquent accordé une haute priorité à l'amélioration de la production agricole dans leur programme de développement à long-terme. L'accroissement de la production d'engrais qui exige cette amélioration se reflétera dans l'augmentation des importations de phosphates des pays africains en développement comme le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie.

Le pétrole constitue pour le moment le plus important produit d'exportation du continent africain. Les importations de pétrole d'Afrique par les pays socialistes d'Europe de l'Est ont été relativement limitées dans le passé du fait que l'URSS était en mesure de satisfaire les besoins de la région. Cependant la demande croissante des pays socialistes en pétrole comme source d'énergie et la grande priorité qu'ils accordent au développement de l'industrie pétrochimique (qui nécessite du pétrole brut et du gaz naturel comme facteurs de production) pourraient augmenter, de façon considérable, leurs importations de pétrole dans l'avenir. Les pays africains producteurs de pétrole comme la Libye, le Nigéria et l'Algérie peuvent espérer tirer profit de cette augmentation.

Les perspectives pour les exportations africaines autres que les produits de base traditionnels (particulièrement les denrées alimentaires agricoles tropicales) vers les marchés des pays socialistes d'Europe de l'Est sont également prometteuses. Du fait qu'ils couvrent 19 p. 100 de la superficie du monde et abritent 10 p. 100 de sa population et qu'ils ont 25 p. 100 du revenu national mondial 2/, les pays socialistes d'Europe de l'Est constituent un vaste marché pour beaucoup de produits de consommation. Le rythme rapide de la croissance économique de la région se reflète dans l'augmentation des salaires effectifs et l'élévation du niveau de vie des populations. L'amélioration du niveau de vie s'est accompagnée d'une modification du mode de consommation qui comprend des

1/ Voir publication annuelle des Nations Unies des statistiques et comptabilités Nationales, 1978, Tableau 4 A

2/ CNUCED, Etude des Tendances et Politiques dans le commerce entre pays ayant des Systèmes Economiques et Sociaux Différents, TD/B/754, Août, 1979, para. 8

produits satisfaisant des besoins plus divers ou qui, jusqu'ici étaient considérés comme des articles de luxe. Ceci a provoqué, dans le passé, l'augmentation de la demande de produits alimentaires africains comme le café, le cacao, les fruits tropicaux et certaines matières premières directement destinées aux industries de consommation, coton, cuirs et peaux, tabac etc... Jusque là, fort limitée, la consommation par tête de boissons, chocolat, fruits tropicaux etc... est montée en flèche dans la plupart des pays socialistes d'Europe de l'Est. Une amélioration sensible du niveau de vie des populations est un objectif fondamental dans la politique économique des socialistes d'Europe de l'Est. La mise en œuvre de cette politique va probablement augmenter la demande en produits de consommation et par voie de conséquence l'importation de la catégorie de produits africains identifiés ci-dessus. Le rythme de croissance de la demande pour les produits peut toutefois ne pas être aussi rapide que par le passé.

Les produits manufacturés n'occupent pas, à l'heure actuelle, une position significative dans les exportations de l'Afrique vers les pays socialistes d'Europe de l'Est. Cela est dû non pas à l'absence de demande de la part des pays socialistes d'Europe de l'Est mais plutôt aux difficultés que connaissent les pays en développement dans le domaine de la fourniture de ces produits. Le désir de plus en plus grand des pays socialistes d'Europe de l'Est de satisfaire les besoins matériels et d'améliorer le bien-être de leur population a conduit à l'expansion des importations de produits manufacturés tels que les textiles, les chaussures, les vêtements etc. Des arrangements d'échanges préférentiels ont été conclus par les pays socialistes d'Europe de l'Est en vue de faciliter l'importation de produits manufacturés, de produits semi-manufacturés et de produits transformés, en provenance des pays en développement. Les pays socialistes d'Europe de l'Est participent de plus en plus à la division du travail grâce à l'expansion relative de leurs industries lourdes. Par suite des transformations structurelles intervenues au niveau de leur industrie et qui ont fait qu'à l'heure actuelle les industries lourdes supplantent les industries légères, la dépendance des pays socialistes d'Europe de l'Est vis-à-vis des importations des produits de l'industrie légère en provenance des pays en développement aura tendance à s'accroître.

Bien que les produits manufacturés ne représentent qu'une infinie partie des exportations des pays africains en développement vers les pays socialistes d'Europe de l'Est, il ressort clairement de l'analyse faite au Chapitre I que la part de ce groupe de produits a augmenté régulièrement au cours de ces dernières années. Cette tendance risque de se maintenir au cours des années à venir. De nombreux pays africains jettent les bases d'une industrialisation rapide parfois, avec l'aide des pays socialistes d'Europe. La mise en œuvre effective du Plan d'Action de Lagos qui considère l'industrialisation comme une des pierres angulaires de la stratégie de développement de l'Afrique accélérera à coup sûr ce processus. Les perspectives semblent donc encourageantes pour les exportations de produits manufacturés par pays africains en développement vers les pays socialistes d'Europe de l'Est. La liste indicative des exportations d'un grand nombre de pays africains en développement (ex: Egypte, Algérie, Tunisie) dans le cadre de certains accords commerciaux récemment conclus avec les pays socialistes d'Europe de l'Est comprend des produits manufacturés et des produits transformés. C'est là une preuve de la capacité grandissante des pays africains d'assurer de ces produits ainsi que de la volonté des pays socialistes d'Europe de l'Est d'apporter les ajustements nécessaires à leur économie, en vue de faciliter l'importation des produits en provenance des pays partenaires africains.

Perspectives pour les exportations des pays socialistes d'Europe de l'Est vers les marchés africains

Bien que l'importance des pays africains en développement en tant que marchés pour les produits d'exportation des pays socialistes d'Europe de l'Est se soit accrue ces dernières années, les exportations de ces pays vers la région peuvent encore se développer considérablement. Un certain nombre de facteurs nous autorisent à dire que cet optimisme concernant l'avenir n'est nullement exagéré.

Le premier de ces facteurs c'est que, la modernisation et l'industrialisation croissantes de l'économie des pays africains en développement entraîneront une augmentation des besoins de la région en machines, en usines et en matériel pour les infrastructures. Même si en Afrique les pays producteurs de pétrole ou autres pays à économie relativement forte, continueront à être les marchés les plus importants pour ces produits, la demande de nombreux autres pays augmentera par suite des efforts qu'ils déploient pour mettre en oeuvre les vastes programmes envisagés dans le Plan d'Action des Lagos. Le deuxième facteur c'est que tous les pays socialistes d'Europe de l'Est ont réalisé ces dernières années des progrès rapides dans le domaine de la technologie. Ce qui a permis à ces pays de se montrer plus compétitifs, vis-à-vis des pays à économie de marché sur le marché africain. La mise en oeuvre du programme global des pays socialistes qui vise à accroître la spécialisation des exportations au sein du CAEM hâtera probablement ce processus. De nombreux pays socialistes d'Europe de l'Est ont acquis une expérience fort précieuse dans le domaine du commerce en Afrique. Maintenant, ils comprennent mieux qu'avant les particularités du marché africain et orientent leurs efforts vers l'amélioration de la qualité et l'acceptabilité de leurs produits d'exportation destinés à ce marché.

Un autre facteur susceptible de contribuer à l'accroissement des exportations des pays socialistes d'Europe de l'Est est l'approche globale vis-à-vis de la coopération économique entre les deux régions. On peut par exemple s'attendre à ce que les projets conjoints de plus en plus nombreux mis en oeuvre dans les pays africains avec l'assistance des pays socialistes d'Europe de l'Est stimulent à long-terme la demande des premiers pour les produits d'exportation des derniers.

Si les perspectives d'exportation vers les marchés africains sont plus brillantes en ce qui concerne les biens d'équipement, les possibilités en ce qui concerne d'autres catégories de biens sont également considérables. L'augmentation des revenus s'ajoutant à l'accroissement de la population de la région entraînera l'accroissement de la demande pour divers biens de consommation. Une tendance notoire dans le domaine des échanges commerciaux des pays en développement avec les pays socialistes d'Europe de l'Est est l'accroissement de la part des denrées alimentaires dans les importations en provenance de cette région. Le Plan d'action de Lagos met particulièrement l'accent sur l'amélioration de la performance du secteur agricole et la réalisation de l'autosuffisance alimentaire par les pays africains. On peut donc s'attendre à ce que la mise en oeuvre du Plan entraîne à long-terme un ralentissement de l'accroissement des importations de denrées alimentaires en provenance des pays socialistes d'Europe de l'Est et d'autres sources.

Coopération économique et commerciale entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est : l'avenir

Il ressort de l'analyse des récents événements économiques et politiques que les relations commerciales et économiques entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est se renforceront davantage aux cours des années à venir. La base du développement de ces relations est déjà jetée principalement sous la forme d'un réseau d'accords bilatéraux entre les gouvernements en matière de coopération commerciale et économique. Cependant, les partenaires dans les deux régions n'ont pas tous utilisé au mieux les mécanismes de coopération existant entre eux. Pour que les pays africains en développement réalisent leur objectif primordial dans le cadre des relations commerciales et économiques avec les pays socialistes d'Europe de l'Est, il conviendrait non seulement de renforcer les mécanismes existants de coopération entre les deux régions mais aussi de définir de nouveaux domaines et de mettre au point de nouvelles modalités de coopération. Les divers pays partenaires et les organisations régionales et internationales dont ils sont membres devront à cette fin prendre les mesures concrètes qui s'imposent.

Pour utiliser au mieux les possibilités de coopération commerciale et économique, les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est devraient s'efforcer de les mieux connaître. Ils devraient notamment participer le plus souvent possible aux foires commerciales organisées par les pays de l'autre région, procéder régulièrement à des échanges de missions commerciales et d'informations commerciales et économiques pour mieux faire connaître leurs produits et les possibilités de coopération économique. Etant donné les particularités du système de commerce extérieur des pays socialistes d'Europe de l'Est et l'importance que les pays africains attachent au développement des échanges commerciaux avec les pays de cette région, on ne saurait trop insister sur la nécessité pour les pays africains en développement d'améliorer leur service administratif chargé des relations commerciales et économiques avec la région. Chaque pays africain devrait créer un département spécial au sein de son Ministère du Commerce Extérieur ou quelque autre service administratif qui s'occuperait exclusivement des questions concernant les relations commerciales et économiques avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Ce département devrait notamment aider le gouvernement à formuler des politiques appropriées concernant les relations économiques avec les pays socialistes, fournir des conseils aux organisations et aux hommes d'affaires désireux de faire des affaires avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. L'existence de tels services administratifs renforcera la capacité des divers pays africains de traiter plus efficacement avec les organisations géantes et spécialisées de commerce extérieur et chargées du commerce extérieur dans les pays socialistes d'Europe de l'Est.

Les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est doivent conjuguer leurs efforts en vue de renforcer les liens de transport et de communication entre les deux régions. Constituant la région la plus développée des deux, les pays socialistes d'Europe de l'Est devront fournir la plus grande partie des fonds nécessaires à la création de ces infrastructures commerciales.

Un des facteurs expliquant la part relativement faible des pays socialistes d'Europe de l'Est dans le commerce des pays africains en développement a été la mauvaise performance et l'insuffisance du service après vente pour certaines des machines

et des appareils importés de cette région. Les pays socialistes d'Europe de l'Est ont rendu plus fiables leurs produits destinés aux pays africains. En plus du fait qu'ils ont accru la quantité des pièces de rechange pour ces machines, les pays socialistes d'Europe de l'Est devraient créer des centres nationaux et sous-régionaux de service après vente pour leurs machines et leur matériel en Afrique afin de réduire les risques d'arrêt de longue durée au niveau de la production en cas de panne des machines. La firme soviétique d'exportation de tracteurs a un excellent réseau de services après vente au Canada pour les tracteurs importés d'Union Soviétique.

Le niveau de l'aide au développement apportée par les pays socialistes d'Europe de l'Est aux pays africains en développement est relativement bas. La plus grande partie de cette aide comme il a été indiqué plus haut, est liée à l'achat des produits des pays socialistes. Beaucoup de pays africains ne peuvent pas absorber une aide fournie à de telles conditions. Il faudrait que les pays socialistes tiennent davantage compte de la situation particulière des pays africains en développement qui constituent la région la moins avancée du monde; il en résultera un accroissement du volume et une amélioration de la qualité de leur aide à la région.

Un objectif important que les pays africains cherchent à atteindre dans le cadre de leurs relations commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est est de réduire leur dépendance excessive vis-à-vis des exportations des produits de base. Les pays socialistes peuvent énormément contribuer à la réalisation de cet objectif en intensifiant leur coopération économique avec les pays africains et en prévoyant dans leurs plans des importations supplémentaires de produits manufacturés en provenance des pays africains. Ces mesures aideront également à mettre fin au déséquilibre persistant qui caractérise les échanges commerciaux entre les deux régions.

La coopération commerciale et économique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est se fait en grande partie dans le cadre d'accords bilatéraux. Certains éléments de la multilatéralisation sont introduits dans les accords par le système des paiements en roubles transférables et le remplacement des comptes de compensation par des paiements en monnaies convertibles. L'utilisation des roubles transférables dans le domaine des échanges entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est peut être accrue en rendant les conditions de participation des pays africains plus alléchantes. Il conviendrait également d'examiner la possibilité et la nécessité de lier le système des roubles transférables aux arrangements de paiement par compensation dans certaines sous-régions de l'Afrique.

Les accords multilatéraux de coopération peuvent servir d'instrument efficace pour le renforcement des relations commerciales et économiques entre les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Par exemple, les accords multilatéraux de coopération offriront aux pays socialistes d'Europe de l'Est de plus grandes possibilités de participation à l'exécution des projets d'intégration régionale et sous-régionale en Afrique. L'assistance que fourniront les pays socialistes d'Europe de l'Est dans des domaines comme la mise au point de technologies appropriées pour l'Afrique sera probablement plus efficace dans le cadre d'accords multilatéraux. Les deux groupes de pays devront donc déployer des efforts en vue de mettre au point et de renforcer ces modalités de coopération. Une réunion de haut niveau, de

préférence au niveau ministériel, regroupant les pays membres de la CEA et du CAEM permettrait de jeter avantagement la base d'une coopération multilatérale entre les deux régions.

Les organisations internationales et régionales dont sont membres, les pays africains en développement et les pays socialistes d'Europe de l'Est ont un rôle crucial à jouer dans le renforcement des relations économiques entre les deux régions. A cet égard, la CNUCED apporte déjà une contribution substantielle grâce à ses activités de formation dans le cadre des projets financés par le PNUD dans le domaine de la coopération commerciale et économique entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Il conviendrait d'intensifier ces activités pour qu'elles atteignent leur objectif déclaré. Etant donné l'importance que les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains attachent dans le Plan d'action de Lagos à la promotion des relations commerciales et économiques avec les pays socialistes d'Europe de l'Est, la CEA devra intensifier ses activités dans ce domaine. L'organisation doit pouvoir fournir des conseils à tous les Etats membres intéressés sur les questions relatives à la coopération commerciale et économique avec les pays socialistes d'Europe de l'Est, organiser des réunions et des séminaires pour examiner les problèmes qui se posent dans le domaine de la coopération commerciale et économique entre les deux régions; aider dans l'organisation des missions commerciales des pays africains auprès des pays socialistes d'Europe de l'Est, et servir de principal centre d'information de la région sur les relations commerciales et économiques avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Pour permettre à la CEA de s'acquitter de cette importante tâche il conviendrait d'augmenter les fonds dont dispose la Division du commerce internationale et des finances.

ANNEXE I

QUELQUES NOUVEAUX ACCORDS CONCLUS ENTRE LES PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT ET LES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE DE L'EST

Pays socialistes d'Europe de l'Est	Pays africains en développement	Année où l'accord a été conclu	Types et conditions d'accord
Bulgarie	Algérie	1978	Accord commercial à long terme (monnaies convertibles)
	idem	1978	Accord de coopération écono- mique et technique
	Egypte	1976	Accord commercial à long terme (monnaies convertibles)
	Ethiopie	1977	Accord commercial (monnaies convertibles)
	idem	1977	Accord de coopération économique et technique
	Guinée	1976	Accord commercial (monnaies convertibles)
	Maroc	1974	" "
	Nigeria	1975	Accord commercial à long terme (monnaies convertibles)
Tchécoslovaquie	idem	1978	Accord de coopération économique et technique
	Bénin	1979	Accord de coopération économique et technique
	Guinée Bissau	1979	Accord commercial
	Madagascar	1980	Accord de coopération commerciale
République Démocratique allemande	Nigeria	1979	Accord de coopération économique, scientifique et technique
	Sao Tomé et Principe	1979	Accord commercial

Pays socialistes d'Europe de l'Est	Pays africains en développement	Année où l'accord a été conclu	Types et conditions d'accord
	idem	1978	Accord de coopération culturelle et scientifique
	Nigeria	1979	Accord de coopération économique, scientifique et technique
	Tanzanie	1981	Accord de coopération technique et scientifique
Hongrie	Angola	1977	Accord commercial
	Bénin	1979	Accord commercial
	idem	idem	Accord de coopération technique et scientifique
	Burundi	1978	Accord commercial
	idem	1978	Accord de coopération technique et scientifique
	Cap Vert	1976	idem
	Mozambique	1977	Accord commercial
	idem	idem	Accord de coopération technique et scientifique
Pologne	Algérie	1978	Accord commercial (monnaies convertibles)
	Angola	1977	" "
	idem	1977	Accord de coopération économique et technique
	Bénin	1978	Accord commercial (monnaies convertibles)
	Ethiopie	1977	" "
	Egypte	1975	" "
	idem	1976	Accord de coopération économique et technique
	Libye	1974	idem

Pays socialistes d'Europe de l'Est	Pays africains en développement	Année où l'accord a été conclus	Types et conditions d'accord
	Nigeria	1976	Accord commercial (monnaies convertibles)
	idem	1977	Accord de coopération économique et technique
Roumanie	Ethiopie	1977	Accord commercial (monnaies convertibles)
	Maroc	1978	Accord de coopération économique et technique
	Tanzanie	1976	Accord de coopération technique et scientifique
	Haute Volta	1979	Accord commercial (monnaies convertibles)
	Maurice	1979	Accord commercial
URSS	Maroc	1979	Accord commercial à long terme
	Nigeria	1976	Accord de coopération économique et technique

ANNEXE II

QUELQUES ACCORDS RECENTS DE CREDITS CONCLUS ENTRE LES PAYS
SOCIALISTES D'EUROPE DE L'EST ET LES PAYS AFRICAINS

Pays socialistes d'Europe de l'Est	Pays en développement	Année	Montant	Destination
Bulgarie	Ethiopie	1978	N.D.	Achat de biens
	Mozambique	1978	N.D.	Achat d'usines complètes
	Sénégal	1979	N.D.	Achat de biens
	Tanzanie	1979/80	TSH. 100m	Achat de matériels agricoles
Tchécoslovaquie	Nigeria	1979	N.D.	Financement d'industries métallurgique et mécanique. Achat de machines, outils et de pièces de rechange pour automobiles
	Ethiopie	1978	44.9m \$ EU	Modernisation, expansion et création de plusieurs industries
	Maroc	1977/78	50m \$ EU	Achat de matériel mécanique
	Egypte	1978	70m \$ EU	Disponibles sur les 70 m \$ prêt destiné à financer les secteurs dont les activités se rapportent à l'industrie, l'électricité, à l'irrigation, au logement et à l'achat de matériel pour les industries et les usines
			38m \$ EU	
	Ethiopie	1980	8.3m \$ EU	Pour financer une usine textile
Hongrie	Tunisie	1978	35m \$ EU	Pour financer des projets socio-économiques en particulier dans le domaine du développement agricole
	Egypte	1979	10m \$ EU	Plusieurs projets agricoles et alimentaires
	Nigeria	1979	N.A.	Achat de matériels sanitaire et pédagogique
	Tanzanie	1977	50,4m TSH	Pour financer une centrale électrique

Pays socialistes d'Europe de l'Est	Pays en développement	Année	Montant	Destination
Hongrie	Sénégal	1979	50.000 FF	Achat de biens
R.D.A.	Congo	1978	25m \$ EU	Non spécifié
	Mozambique	1979	N.D.	Financement des études concernant l'aménage- ment du fleuve Chiringo
	Ethiopie	1979	37.5m \$ EU	Financement de la cimenterie
	Tunisie	1977/78	-	Financement de la construction d'une voie ferrée
Pologne	Sénégal	1979	100.000 FF	Achat de biens
Roumanie	Angola	1978	75m \$ EU	Non spécifié
	Egypte	1978	30m \$ EU	Financement de divers projets dont 16m \$ destinés à assurer l'électrification des villages
		1973	6m \$ EU	Pour financer l'irriga- tion
		1979	300m \$ EU	Achat de matériels de transport
	Ethiopie	1978	44,9m \$ EU	non spécifiée
	Guinée	1979	60m \$ EU	Achat de machines et d'outils
	Maroc	1978	50m \$ EU	Financement de divers projets
	Sénégal	1979	100.000 FF	Achat de biens
	Tanzanie	1978	53m TSH	Pour financer une fabrique de vêtements
URSS	Guinée Bissau	1978	80m \$ EU	Replanification du remboursement du prêt
	Ethiopie	1979	85m \$ EU	Pour financer études techniques, achat de matériel et recrutement de spécialistes pour la construction de silos à grains, d'entrepôts de céréales et de semences divers et achat de 15 tracteurs et constructi- on d'atelier de réparation de matériel agricole et de 31 entrepôts

Pays socialistes d'Europe de l'Est	Pays en dévelop	Année	Montant	Destination
	Ethiopie	1980	5,9m \$ EU soit 12.303.000birr	Achat de materiel, et des machines pour la construction d'imeubles
URSS	Madagascar	1981	20m \$ EU	Report de la date de remboursement du crédit accordé pour l'agriculture, l'énergie, les mines, la défense et les télécommunica- tions
	Ghana	1977/78	1m \$ EU	Achat de biens
	Tunisie	1977/78	60m \$ EU	Développement hydro- géologique
	Tanzanie	1977/78	19m \$ EU	Construction des routes et des logements.

ANNEXE III

PROJETS CONJOINTS DES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE DE L'EST ET DES PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT

Pays socialistes	Pays africains	Année	Désignation
Bulgarie	Libye	1980	Société mixte de transports intérieurs et internationaux
Hongrie	Nigeria	1975	Projet conjoint de verrerie près de Lagos
	Nigeria	1979	Ingénieurs-conseils, fabrication de médicaments, montage de produits semi-fins importés de Hongrie
RDA	Ethiopie	1980	Usine textile mixte
Pologne	Nigéria	1980	Commercialisation de produits polonais de produits pharmaceutiques, pêche, construction, industrie charbonnière
Roumanie	Libye	1975	(1) Société d'élevage avec un capital de 1,5 M Dinars (2) Elevage de la volaille (3) Semences améliorées de thé, d'orge, d'avoine, de légumes et de fleurs, développement d'une pépinière pour arbres fruitiers
	Burundi	1979	Exploitation de gisement de nickel
	Nigéria	1980	Construction
URSS	Ethiopie	1977	Société mixte vendant machines et matériel de fabrication soviétique
	Nigéria	1977	Société mixte pour la commercialisation de véhicules de fabrication soviétique, pour la construction et les machines agricoles, les groupes électrogènes diesel
	Cameroun	1979	Vente et entretien de véhicules de fabrication soviétique

ANNEXE IV

COMPAGNIES MARITIMES SOVIETIQUES DESSERVANT LES PORTS AFRICAINS

1. Lignes à sens unique

a) Tallin (URSS, mer baltique), Afrique de l'Ouest

Ports d'escale : Tallin, Casablanca, Dakar, Conakry, Freetown, Banjul, Monrovia, Abidjan, Takoradi, Tema, Lomé, Cotonou, Douala, Pointe-Noire, Luanda, Bissau, Warri, Malabo.

Cette ligne est desservie par 24 navires soviétiques

b) Novorossijsk (mer noire) - mer rouge, Afrique de l'Est

Ports d'escale : Novorossijsk, Aden, Hodeida, Assab, Mogadiscio

Cette ligne est desservie par 6 navires "50 ans de Komsomol" de la compagnie maritime Assov (URSS)

2. Lignes à deux sens URSS - Algérie

Ports d'escale : Novorossijsk, Zdanov, Alger, Annaba.

3. Compagnies membres d'une conférence

a) Compagnie Besta

Ports d'escale : Leningrad, Oskarshamn, Gevle, Copenhague, Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Londres, Mombassa, Dar-es-Salaam, Maputo, Beire, Nakala, Tamatave, Port Louis, Tanga.

Cette ligne est desservie par treize navires de la "Baltic Shipping Company" qui est une compagnie indépendante. Cette ligne est desservie en général par trois conférences maritimes.

b) "Uniafrica" (membre de la compagnie intégrée des pays socialistes "UWAS")

Ports d'escale : Rotterdam, Anvers, Hambourg, Dunkerque, Rouen, Dakar, Banjul, Monrovia, Abidjan, Tema, Lomé, Lagos-Apapa, Douala, Pointe-Noire.

Cette ligne est desservie par six navires de la "Estonia Shipping Company" "Uniafrica" est membre à part entière de la conférence "Continent - Afrique de l'Ouest (COWAC)".

4. Compagnies hors conférence

1. Danube - Afrique du Nord

Ports d'escale : Ismail, Reni, Tripoli, Alger, Oran.

Cette ligne est desservie par deux navires de la "Soviet-Danube Shipping Company". Aucune conférence maritime ne dessert cette ligne.